

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

## MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2008 — 969

[C — 2008/27044]

**14 FEVRIER 2008.** — Arrêté du Gouvernement wallon fixant les conditions d'agrément des laboratoires chargés des analyses de sol pour y quantifier l'azote potentiellement lessivable (APL) dans le cadre de la mise en œuvre de l'article R.220 du livre II du Code de l'Environnement constituant le Code de l'Eau en ce qui concerne la gestion durable de l'azote en agriculture, tel que modifié le 15 février 2007, et dans le cadre de la mise en œuvre de l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 février 2008 relatif au suivi par des mesures de l'azote potentiellement lessivable (APL) de la conformité des exploitations agricoles situées en zone vulnérable aux bonnes pratiques agricoles nécessaires à la protection des eaux contre la pollution par les nitrates à partir de sources agricoles

Le Gouvernement wallon,

Vu le Livre II du Code de l'Environnement constituant le Code de l'Eau, notamment les articles D.177, R.188 à R.229, R.459 et R.460 et, plus particulièrement, l'article R.220;

Vu la Décision C(2007)6643 de la Commission des Communautés européennes accordant à la Belgique une dérogation, pour la Région wallonne, en application de la Directive 91/676/CÉE du Conseil concernant la protection des eaux contre la pollution par les nitrates à partir de sources agricoles;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 février 2008 relatif au suivi par des mesures de l'azote potentiellement lessivable (APL) de la conformité des exploitations agricoles situées en zone vulnérable aux bonnes pratiques agricoles nécessaires à la protection des eaux contre la pollution par les nitrates à partir de sources agricoles;

Vu l'avis favorable de l'Inspection des Finances, donné le 12 octobre 2007;

Vu l'accord du Ministre du Budget donné le 18 octobre 2007;

Vu l'avis n° 43.749/4 du Conseil d'Etat, rendu le 21 novembre 2007;

Sur proposition du Ministre de l'Agriculture de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Définitions et objet*

**Article 1<sup>er</sup>.** Au sens du présent arrêté on entend par :

1° « analyse en aveugle » : analyse d'un objet soumis à l'essai par un laboratoire ne connaissant pas le niveau de la variable mesurée;

2° « azote potentiellement lessivable » ou « APL » : quantité d'azote nitrique contenue dans le sol à l'automne, susceptible d'être entraînée hors de la zone racinaire pendant l'hiver;

3° « essai interlaboratoires » ou « comparaison interlaboratoires » : organisation, exécution et évaluation d'essais ou de mesures sur des objets soumis à l'essai ou à des essais semblables par au moins deux laboratoires différents dans des conditions prédéterminées;

4° « matériau de référence » : matériau ou substance dont une (ou plusieurs) valeur(s) de la (des) propriété(s) est (sont) suffisamment homogène(s) et bien définie(s) pour permettre de l'utiliser pour l'étalonnage des appareils, l'évaluation d'une méthode de mesurage, ou l'attribution de valeurs aux matériaux;

5° « Ministre » : le Ministre qui a la Politique de l'eau dans ses attributions;

6° « objet soumis à l'essai » : matériau ou produit présenté à un laboratoire à des fins d'essai;

7° « système qualité » : système de gestion d'un laboratoire qui, conforme aux normes ISO 17025 ou BPL, garantit la qualité organisationnelle et technique des activités d'un laboratoire et donc des résultats d'analyse générés par celui-ci.

**Art. 2.** Le présent arrêté a pour objet de fixer les critères et la procédure d'agrément des laboratoires qui seront habilités à mesurer la quantité d'APL des sols, dans le cadre de la mise en œuvre du livre II du Code de l'Environnement constituant le Code de l'Eau en ce qui concerne la gestion durable de l'azote en agriculture, tel que modifié le 15 février 2007 et, plus particulièrement, de son article R.220, et dans le cadre de la mise en œuvre de l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 février 2008 relatif au suivi par des mesures de l'azote potentiellement lessivable (APL) de la conformité des exploitations agricoles situées en zone vulnérable aux bonnes pratiques agricoles nécessaires à la protection des eaux contre la pollution par les nitrates à partir de sources agricoles.

CHAPITRE II. — *Critères et procédure d'agrément*

**Art. 3.** Pour obtenir l'agrément en vue de réaliser des analyses d'APL des sols dans le cadre des arrêtés cités à l'article 2, les laboratoires doivent répondre aux conditions suivantes.

§ 1<sup>er</sup>. La demande d'agrément est adressée à la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement, Division de l'Eau. Elle est accompagnée des renseignements suivants :

1° l'identité de la personne physique ou le statut juridique de la personne morale exploitant le laboratoire pour lequel l'agrément est demandé;

2° le domicile ou les sièges social et administratif du demandeur ainsi que le siège d'exploitation du laboratoire;

3° le nom, la profession et la fonction de la personne qui assume la direction effective du laboratoire;

4° à défaut de fournir un certificat d'accréditation aux normes ISO 17025 ou BPL pour l'analyse de l'azote nitrique dans les sols, une liste des membres du personnel chargés des analyses, avec indication de leurs qualifications professionnelles;

5° à défaut de fournir un certificat d'accréditation aux normes ISO 17025 ou BPL pour l'analyse de l'azote nitrique dans les sols, une description des locaux, du matériel, de l'appareillage scientifique et de la documentation dont dispose le laboratoire.

La Division de l'eau transmet, dans le mois de la réception de la demande, copie de cette demande au laboratoire de référence afin d'entamer la procédure prévue à l'article 4.

§ 2. Le laboratoire qui demande l'agrément doit répondre aux critères de gestion suivants :

1° la forme de la société ou de l'association ne peut entraver l'exercice indépendant vis-à-vis des clients des activités du laboratoire;

2° le responsable du laboratoire possède les qualifications scientifiques et techniques nécessaires et est entièrement indépendant des entreprises auxquelles le laboratoire a affaire.

**Art. 4.** Afin de démontrer sa compétence, un demandeur devra réaliser, à ses frais, des analyses en aveugle sur six objets soumis à l'essai issus de trois matériaux de référence, conformément à l'article 8. Les six objets soumis à l'essai sont délivrés par le laboratoire de référence désigné par l'article 6. Les résultats des analyses ne pourront présenter de marges d'erreurs supérieures à celles fixées par le Ministre, sur proposition du comité de suivi institué par l'article 10. Les marges d'erreurs sont fixées et communiquées au demandeur préalablement à l'analyse.

Si les résultats de cette série d'analyses ne sont pas satisfaisants, le demandeur peut procéder, toujours à ses frais, dans un délai de trois mois, à une nouvelle série d'analyses en aveugle sur six objets soumis à l'essai issus de trois autres matériaux de référence. Les six objets soumis à l'essai sont également délivrés par le laboratoire de référence.

Si, à nouveau, les résultats de cette seconde série d'analyses ne sont pas satisfaisants, l'agrément est refusé. Une nouvelle demande ne peut être introduite qu'après un délai d'un an à compter de la date de notification de refus d'agrément.

**Art. 5.** § 1<sup>er</sup>. L'agrément est notifié par le Ministre pour une période de cinq ans. Il n'est effectif qu'à compter de sa publication au *Moniteur belge*.

§ 2. Les laboratoires agréés sont tenus de s'inscrire dans une procédure d'essais inter laboratoires coordonnée par le laboratoire de référence en vue de calibrer trois fois par an leurs résultats d'analyse. En cas de résultats non conformes, l'article 14 est d'application.

§ 3. Une demande de renouvellement d'agrément peut être introduite au plus tard trois mois avant l'expiration de la période de 5 ans. Jusqu'à ce qu'il ait été statué sur cette demande suivant la procédure prévue à l'article 4, le laboratoire reste agréé et peut continuer à effectuer des analyses.

§ 4. A défaut d'introduction d'une demande de renouvellement aux conditions prévues par le § 3, l'agrément prend fin automatiquement au terme des 5 ans.

#### CHAPITRE III. — *Du laboratoire de référence*

**Art. 6.** § 1<sup>er</sup>. Le Ministre désigne le laboratoire de référence, ainsi que les organismes éventuellement chargés de l'assister. Le laboratoire de référence satisfait aux conditions suivantes :

- avoir son siège social situé en Région wallonne;
- avoir une expertise scientifique et une expérience technique démontrée de la méthode de dosage de l'azote minéral dans les sols utilisée Région wallonne;
- avoir développé une activité scientifique de niveau international relative à l'étude du cycle de l'azote dans les sols agricoles.

§ 2. Une fois désigné par le Ministre, le laboratoire de référence est considéré agréé au sens du présent arrêté.

**Art. 7.** § 1. Dans le cadre de sa mission, le laboratoire de référence est chargé :

1° de soumettre les laboratoires sollicitant leur agrément à une enquête technique et à la procédure décrite à l'article 4. Le certificat d'accréditation aux normes ISO 17025 ou BPL pour l'analyse de l'azote nitrique dans les sols tient lieu d'enquête technique;

2° de tester, pour les laboratoires ne disposant pas du certificat d'accréditation aux normes ISO 17025 ou BPL pour l'analyse de l'azote nitrique dans les sols, les conditions de mise en œuvre des méthodes analytiques;

3° de participer aux groupes de travail nationaux ou internationaux relatifs aux méthodes et techniques de prélèvements, de mesures in situ et d'analyses de nitrates dans les sols;

4° de développer, d'améliorer et de tester les méthodes de prélèvements, de mesure in situ et d'analyse de nitrates dans les sols;

5° selon les conditions fixées par le comité de suivi institué à l'article 10, d'apporter un support technique à l'administration;

6° selon les conditions fixées par le comité de suivi institué à l'article 10, d'exécuter les missions pour compte de l'administration en rapport avec celle de laboratoire de référence.

§ 2. Dans le cadre de cette mission de référence, les tâches suivantes pourront être déléguées pour assister le laboratoire de référence sont :

- 1° la coordination de l'organisation d'essais interlaboratoires réalisés trois fois par an;
- 2° l'élaboration et la mise à jour d'une base de données des résultats d'analyse rencontrés par les laboratoires agréés;
- 3° l'apport d'un support statistique au laboratoire de référence pour le traitement des résultats des essais interlaboratoires.

**Art. 8.** Les méthodes de référence pour doser le niveau d'azote potentiellement lessivable dans les sols sont fixées par le Ministre qui a l'eau dans ses attributions.

**Art. 9.** Les laboratoires sollicitant leur agrément assument les frais relatifs à la procédure d'agrément. Les laboratoires agréés assument également les frais des essais inter laboratoires réalisés trois fois par an. Le tarif des prestations du laboratoire de référence dans le cadre des demandes d'agrément et des essais inter laboratoires sont fixés par le Ministre sur proposition du comité de suivi prévu à l'article 10.

Le laboratoire de référence tient une comptabilité séparée des recettes et dépenses relatives à l'exercice de la mission de laboratoire de référence; cette comptabilité est soumise au contrôle de l'administration.

Le laboratoire de référence présente au Ministre un rapport annuel des activités réalisées dans le cadre de la présente mission.

**Art. 10.** Un comité, ci-après dénommé : comité de suivi, est institué pour assurer le suivi de la mission de laboratoire de référence.

Le comité de suivi exerce les missions suivantes :

- 1° l'élaboration et l'examen de procédures relatives à la planification, à l'exécution, à l'analyse, au rapport et à l'efficacité du système d'essais interlaboratoires;
- 2° l'évaluation de la performance des laboratoires participants aux essais interlaboratoires à partir des résultats de ceux-ci;
- 3° la vérification de l'organisation des essais interlaboratoires afin d'en garantir l'impartialité;
- 4° l'instruction des plaintes éventuelles relatives à l'agrément, la décision finale sur ces plaintes revenant à l'administration;
- 5° l'élaboration d'éventuelles recommandations concernant la procédure d'agrément;
- 6° la mise en place de groupes de travail techniques;
- 7° l'approbation du rapport annuel de la mission du laboratoire de référence;
- 8° l'approbation et le contrôle des dépenses relatives à la mission du laboratoire de référence.

**Art. 11.** Le comité de suivi est composé :

- 1° du Ministre ou de son représentant
- 2° du Directeur général de l'administration ou de son représentant qui assure la présidence;
- 3° du responsable du laboratoire de référence ou de son représentant;
- 4° du responsable de(s) l'organisme(s) chargé(s) d'assister le laboratoire de référence ou de son (ses) représentant(s), s'il échet;
- 5° selon l'ordre du jour, des personnes de l'administration, du laboratoire de référence ou des experts utiles au bon fonctionnement du comité peuvent être invitées; ces personnes sont choisies par le président du comité de suivi;
- 6° de l'Inspecteur des Finances accrédité auprès du Ministre de l'Environnement;
- 7° d'un représentant des laboratoires agréés par la Région wallonne peut siéger en qualité d'observateur.

Le comité de suivi élabore son règlement d'ordre intérieur dans lequel figurent les dispositions relatives aux engagements financiers spécifiques. En cas de besoin, il statue à la majorité simple.

#### CHAPITRE IV. — Obligations des laboratoires agréés, retrait de l'agrément

**Art. 12.** En ce qui concerne les analyses d'azote potentiellement lessivable, tout laboratoire agréé est tenu :

- 1° de permettre aux agents de la Division de l'Eau d'accéder aux locaux du laboratoire et de consulter tous les documents se rapportant aux analyses et à la comptabilité;
- 2° de permettre au responsable du laboratoire de référence ou à son délégué d'accéder aux locaux du laboratoire et de consulter tous les documents se rapportant aux analyses;
- 3° de se conformer aux instructions publiées par l'Institut belge de normalisation et aux directives de la Division de l'Eau en ce qui concerne les conditions d'analyse et la rédaction des protocoles s'y rapportant;
- 4° de transmettre les résultats des analyses effectuées en qualité de laboratoire agréé au laboratoire de référence ou à l'organisme chargé de l'assister, dans les délais et les formes fixés par celui-ci, afin d'alimenter une base de données sur le sujet;
- 5° de ne pas communiquer à des tiers autres que le laboratoire de référence ou l'organisme chargé de l'assister, ni publier les résultats des analyses, sans autorisation du Ministre;
- 6° de participer aux essais interlaboratoires dont question aux articles 5, 7 et 10;
- 7° d'informer la Division de l'Eau de toute modification concernant les renseignements communiqués dans la demande d'agrément.

**Art. 13.** En cas de transmission du laboratoire agréé à une autre personne physique ou morale, ou en cas de fusion ou d'absorption de la personne morale à laquelle l'agrément a été délivré, la demande doit être renouvelée.

Cette demande devra être conforme aux prescriptions des articles 3 et 4.

Dans ces cas, le délai pour introduire la demande est de trois mois à dater de la publication du changement au *Moniteur belge*.

Si la demande n'est pas introduite dans ce délai, l'agrément est retiré par le Ministre. L'arrêté de retrait est notifié à l'intéressé et publié par extrait au *Moniteur belge*.

**Art. 14.** § 1<sup>er</sup>. L'agrément peut être retiré par le Ministre, provisoirement ou définitivement lorsque :

- 1° les informations transmises conformément à l'article 3 ne correspondent pas à la situation réelle;
- 2° les dispositions de l'article 12 ne sont pas respectées;
- 3° les procédures d'échantillonnage fixées par le Ministre ne sont pas respectées;
- 4° les résultats d'analyse sont déclarés systématiquement contestables, entre autres sur avis du comité de suivi émis sur base des essais interlaboratoires dont question aux articles 5, 7 et 10.

§ 2. Avant le retrait de l'agrément, le laboratoire intéressé reçoit un avertissement par lettre recommandée; il est invité à faire valoir ses moyens de défense dans un délai d'un mois.

§ 3. L'arrêté de retrait d'agrément est motivé. Il est notifié à l'intéressé et est publié au *Moniteur belge* par extrait.

**Art. 15.** La liste des laboratoires agréés est tenue à jour par l'administration.

#### CHAPITRE V. — Dispositions transitoires et finales

**Art. 16.** § 1<sup>er</sup>. Jusqu'à agrégation officielle, tout laboratoire qui respecte l'ensemble des prescriptions techniques fixées par le Ministre le concernant, et notamment les laboratoires du réseau d'analyse et de conseil REQUASUD, peut être considéré comme agréé par l'administration.

§ 2. En cas de non respect des prescriptions techniques fixées par le Ministre le concernant, l'administration peut refuser ou retirer à un laboratoire le bénéfice du § 1<sup>er</sup>.

**Art. 17.** Le présent arrêté produit ses effets le 1<sup>er</sup> janvier 2008

**Art. 18.** Le Ministre qui a la Politique de l'eau dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté. Namur le 14 février 2008.

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,  
B. LUTGEN

#### ÜBERSETZUNG

#### MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2008 — 969

[C - 2008/27044]

**14. FEBRUAR 2008** — Erlass der Wallonischen Regierung zur Festlegung der Bedingungen für die Zulassung von Laboren, die mit den Bodenanalysen zur Quantifizierung des potentiell auswaschbaren Stickstoffs (PAS) beauftragt sind, im Rahmen der Umsetzung von Artikel R.220 des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, was die nachhaltige Verwaltung des Stickstoffs in der Landwirtschaft betrifft, in seiner am 15. Februar 2007 abgeänderten Fassung, sowie im Rahmen der Umsetzung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 14. Februar 2008 über die Überwachung durch Messungen des potentiell auswaschbaren Stickstoffs (PAS) der Übereinstimmung der in einem gefährdeten Gebiet gelegenen landwirtschaftlichen Betriebe mit den Regeln der guten fachlichen Praxis in der Landwirtschaft, die zum Schutz der Gewässer vor Verunreinigung durch Nitrat aus landwirtschaftlichen Quellen notwendig sind

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, insbesondere der Artikel D.177, R.188 bis R.229, R.459 und R.460 und ganz besonders des Artikels R.220;

Aufgrund der Entscheidung K(2007) 6643 der Kommission der Europäischen Gemeinschaften durch die dem Antrag Belgiens auf Genehmigung einer Ausnahmeregelung auf der Grundlage der Richtlinie 91/676/EWG des Rates zum Schutz der Gewässer vor Verunreinigung durch Nitrat aus landwirtschaftlichen Quellen in Bezug auf die Region Wallonien stattgegeben wird;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 14. Februar 2008 über die Überwachung durch Messungen des potentiell auswaschbaren Stickstoffs (PAS) der Übereinstimmung der in einem gefährdeten Gebiet gelegenen landwirtschaftlichen Betriebe mit den Regeln der guten fachlichen Praxis in der Landwirtschaft, die zum Schutz der Gewässer vor Verunreinigung durch Nitrat aus landwirtschaftlichen Quellen notwendig sind;

Aufgrund des am 12. Oktober 2007 abgegebenen günstigen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 18. Oktober 2007 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des am 21. November 2007 abgegebenen Gutachtens des Staatsrates Nr. 43.749/4;

Auf Vorschlag des Ministers der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus;  
Nach Beratung,

Beschließt:

#### KAPITEL I — Definitionen und Gegenstand

**Artikel 1** - Im Sinne des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1° «Blindanalyse»: Analyse eines Prüfobjekts durch ein Labor, das das Niveau der gemessenen Variable nicht kennt;

2° «potentiell auswaschbarer Stickstoff» oder «PAS»: die Menge Nitratstickstoff, die im Herbst im Boden enthalten ist und die während den Wintermonaten aus der Wurzelzone gewaschen werden kann;

3° «Laborringversuch» oder «Laborringvergleich»: Organisation, Durchführung und Auswertung von Versuchen oder Messungen an einer Prüfung oder vergleichbaren Prüfungen durch mindestens zwei verschiedene Labore unter vorbestimmten Bedingungen unterzogenen Objekten;

4° «Referenzmaterial»: Material oder Werkstoff, von dem ein (oder mehrere) Wert(e) der Eigenschaft(en) ausreichend homogen und gut bestimmt ist (sind), um dessen Verwendung für das Eichens der Geräte, die Auswertung eines Messverfahrens oder die Zuteilung von Werten für die Materialien zu ermöglichen;

5° «Minister»: der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Wasserpolitik gehört;

6° «Prüfobjekt»: Material oder Produkt, das einem Labor im Hinblick auf dessen Prüfung vorgelegt wird;

7° «Qualitätssystem»: Managementsystem eines Labors, das unter Einhaltung der Normen ISO 17025 oder BPL die organisatorische und technische Qualität der Tätigkeiten eines Labors und daher der von diesem vorgelegten Analysenergebnisse gewährleistet.

**Art. 2** - Der vorliegende Erlass hat zum Gegenstand, die Kriterien und das Verfahren für die Zulassung von Laboren festzusetzen, die dazu ermächtigt werden, die Quantifizierung von APS in den Böden vorzunehmen, im Rahmen der Umsetzung von Buch II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, was die nachhaltige Verwaltung des Stickstoffs in der Landwirtschaft betrifft, in seiner am 15. Februar 2007 abgeänderten Fassung, und ganz besonders seines Artikels R.220 sowie im Rahmen der Umsetzung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 14. Februar 2008 über die Überwachung durch Messungen des potentiell auswaschbaren Stickstoffs (PAS) der Übereinstimmung der in einem gefährdeten Gebiet gelegenen landwirtschaftlichen Betriebe mit den Regeln der guten fachlichen Praxis in der Landwirtschaft, die zum Schutz der Gewässer vor Verunreinigung durch Nitrat aus landwirtschaftlichen Quellen notwendig sind.

KAPITEL II — *Kriterien und Verfahren für die Zulassung*

**Art. 3** - Um die Zulassung für die Durchführung von PAS-Analysen der Böden im Rahmen der in Artikel 2 erwähnten Erlasse zu erhalten, müssen die Labore folgenden Bedingungen genügen:

§ 1. Der Antrag auf Zulassung wird bei der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt, Abteilung Wasser, eingereicht. Ihm werden folgende Auskünfte beigefügt:

1° die Identität der natürlichen Person oder der Rechtsstatus der juristischen Person, die das Labor, für welches die Zulassung beantragt wird, betreibt;

2° der Wohnort oder der Gesellschafts- und der Verwaltungssitz des Antragstellers sowie der Betriebsitz des Labors;

3° der Name, der Beruf und die Funktion der Person, die für die tatsächliche Leitung des Labors zuständig ist;

4° falls keine Akkreditierungsbescheinigung für die Normen ISO 17025 oder BPL für die Analyse des Nitratstickstoffs in den Böden vorgelegt wird, eine Liste der Personalmitglieder, die mit den Analysen beauftragt sind, mit Angabe ihrer beruflichen Qualifikationen;

5° falls keine Akkreditierungsbescheinigung für die Normen ISO 17025 oder BPL für die Analyse des Nitratstickstoffs in den Böden vorgelegt wird, eine Beschreibung der Räumlichkeiten, des Materials, der wissenschaftlichen Geräte und der Dokumentation, über die das Labor verfügt.

Die Abteilung Wasser übermittelt dem Referenzlabor innerhalb eines Monats nach Eingang des Antrags eine Kopie dieses Antrags, um das in Artikel 4 vorgesehene Verfahren einzuleiten.

§ 2. Das die Zulassung beantragende Labor muss den folgenden Betriebskriterien genügen:

1° die Form der Gesellschaft oder der Vereinigung darf die gegenüber den Kunden unabhängige Ausübung der Tätigkeiten des Labors nicht beeinträchtigen;

2° die fürs Labor verantwortliche Person besitzt die notwendigen wissenschaftlichen und technischen Qualifikationen und ist völlig von den Unternehmen, mit denen das Labor zu tun hat, unabhängig.

**Art. 4** - Um seine Fachkompetenz zu beweisen, wird ein Antragsteller auf eigene Kosten Blindanalysen an sechs Prüfobjekten, die aus drei Referenzmaterialien stammen, gemäß Artikel 8 vornehmen müssen. Die sechs Prüfobjekte werden vom in Artikel 6 bezeichneten Referenzlabor geliefert. Die Ergebnisse der Analysen werden keine Fehlerspielräume aufweisen dürfen, die über denen liegen, die vom Minister auf Vorschlag des durch Artikel 10 eingerichteten Begleitausschusses festgesetzt werden. Die Fehlerspielräume werden vor der Analyse festgesetzt und dem Antragsteller mitgeteilt.

Sind die Ergebnisse dieser Serie von Analysen nicht ausreichend, so kann der Antragsteller immer noch auf eigene Kosten innerhalb einer Frist von drei Monaten eine neue Serie von Blindanalysen an sechs Prüfobjekten, die aus drei anderen Referenzmaterialien stammen, vornehmen. Die sechs Prüfobjekte werden ebenfalls vom Referenzlabor geliefert.

Falls die Ergebnisse dieser zweiten Serie von Analysen erneut nicht ausreichend sind, so wird die Zulassung abgelehnt. Ein neuer Antrag darf erst nach einer Frist von einem Jahr ab dem Datum der Zustellung der Ablehnung der Zulassung eingereicht werden.

**Art. 5** - § 1. Die Zulassung wird vom Minister für einen Zeitraum von fünf Jahren notifiziert. Sie ist erst ab deren Veröffentlichung im Belgischen Staatsblatt wirksam.

§ 2. Die zugelassenen Labore müssen sich an einem Laborringversuchsverfahren beteiligen, das durch das Referenzlabor koordiniert wird, um ihre Analysenergebnisse dreimal im Jahr zu kalibrieren. Bei nicht ordnungsgemäßen Ergebnissen ist Artikel 14 anwendbar.

§ 3. Ein Antrag auf Erneuerung der Zulassung kann spätestens drei Monate vor dem Ablauf des fünfjährigen Zeitraums eingereicht werden. Bis über diesen Antrag gemäß dem in Artikel 4 vorgesehenen Verfahren befunden worden ist, bleibt das Labor zugelassen und kann es noch weitere Analysen durchführen.

§ 4. Falls kein Antrag auf Erneuerung unter den in § 3 vorgesehenen Bedingungen eingereicht wird, läuft die Zulassung automatisch am Ende der fünf Jahre ab.

KAPITEL III — *Das Referenzlabor*

**Art. 6** - § 1. Der Minister bestimmt das Referenzlabor sowie die Einrichtungen, die eventuell damit beauftragt sind, ihm zur Seite zu stehen. Das Referenzlabor genügt folgenden Bedingungen:

- seinen Gesellschaftssitz in der Wallonischen Region haben;
- über ein wissenschaftliches Expertenwissen und eine bewährte technische Erfahrung im Bereich der in der Wallonischen Region verwendeten Methode zur Dosierung des mineralischen Stickstoffs in den Böden verfügen;
- eine wissenschaftliche Tätigkeit internationalen Niveaus in Bezug auf die Studie des Stickstoffs in den landwirtschaftlichen Böden entwickelt haben.

§ 2. Sobald es vom Minister bestimmt worden ist, wird das Referenzlabor als im Sinne des vorliegenden Erlasses zugelassen betrachtet.

**Art. 7** - § 1. Im Rahmen seiner Aufgabe wird das Referenzlabor damit beauftragt:

1° die ihre Zulassung beantragenden Labore einer technischen Untersuchung und dem in Artikel 4 beschriebenen Verfahren zu unterziehen. Die Akkreditierungsbescheinigung für die Normen ISO 17025 oder BPL für die Analyse des Nitratstickstoffs in den Böden gilt als technische Untersuchung;

2° für die Labore, die nicht über die Akkreditierungsbescheinigung für die Normen ISO 17025 oder BPL für die Analyse des Nitratstickstoffs in den Böden verfügen, die Bedingungen für die Durchführung der analytischen Methoden zu testen;

3° sich an den nationalen oder internationalen Arbeitsgruppen in Bezug auf die Methoden und Techniken im Bereich der Probenahmen, der Messungen an Ort und Stelle und der Analysen von Nitraten in den Böden zu beteiligen;

4° die Methoden für die Probenahmen, die Messungen an Ort und Stelle und die Analyse von Nitraten in den Böden zu entwickeln, zu verbessern und zu testen;

5° gemäß den vom durch Artikel 10 eingerichteten Begleitausschuss festgesetzten Bedingungen der Verwaltung eine technische Hilfe zu leisten;

6° gemäß den vom durch Artikel 10 eingerichteten Begleitausschuss festgesetzten Bedingungen Aufgaben für Rechnung der Verwaltung durchzuführen, die im Verhältnis mit der Aufgabe als Referenzlabor stehen.

§ 2. Im Rahmen dieser Referenzaufgabe können folgende Aufgaben übertragen werden, um dem Referenzlabor zu helfen:

1° die Koordinierung der Organisation von dreimal im Jahr durchgeführten Laborringversuchen;

2° die Einrichtung und die Aktualisierung einer Datenbank, die die von den zugelassenen Laboren erhaltenen Ergebnisse von Analysen enthält;

3° die Leistung einer statistischen Unterstützung zugunsten des Referenzlabors im Hinblick auf die Behandlung der Ergebnisse der Laborringversuche.

**Art. 8** - Die Referenzmethoden zur Dosierung der Menge von potentiell auswaschbarem Stickstoff in den Böden werden vom Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich das Wasser gehört, festgesetzt.

**Art. 9** - Die ihre Zulassung beantragenden Labore zahlen die Kosten für das Zulassungsverfahren. Die zugelassenen Labore zahlen ebenfalls die Kosten für die dreimal im Jahr durchgeführten Laborringversuche. Der Tarif für die Leistungen des Referenzlabors im Rahmen der Anträge auf Zulassung und für die Laborringversuche wird vom Minister auf Vorschlag des in Artikel 10 vorgesehenen Begleitausschusses festgesetzt.

Das Referenzlabor führt eine getrennte Buchhaltung der Einnahmen und Ausgaben in Bezug auf die Ausübung der Aufgaben als Referenzlabor; diese Buchhaltung unterliegt der Kontrolle durch die Verwaltung.

Das Referenzlabor legt dem Minister einen jährlichen Bericht über die im Rahmen der vorliegenden Aufgabe durchgeführten Tätigkeiten vor.

**Art. 10** - Ein weiter unten "Begleitausschuss" genannter Ausschuss wird eingerichtet, um die Begleitung der Aufgabe des Referenzlabors zu gewährleisten.

Der Begleitausschuss übt folgende Aufgaben aus:

1° die Erstellung und die Prüfung der Verfahren in Bezug auf die Planung, die Durchführung, die Analyse, die Berichterstattung und die Wirksamkeit des Systems der Laborringversuche;

2° die Bewertung der Leistung der an den Laborringversuchen teilnehmenden Labore aufgrund deren Ergebnisse;

3° die Prüfung der Organisation der Laborringversuche, um deren Unparteilichkeit zu sichern;

4° die Untersuchung der etwaigen Klagen in Bezug auf die Zulassung, wobei die endgültige Entscheidung der Verwaltung vorbehalten ist;

5° die Formulierung etwaiger Empfehlungen bezüglich des Zulassungsverfahrens;

6° die Einrichtung von technischen Arbeitsgruppen;

7° die Genehmigung des jährlichen Berichts über die Aufgabe des Referenzlabors;

8° die Genehmigung und die Kontrolle der Aufgaben bezüglich der Aufgabe des Referenzlabors.

**Art. 11** - Der Begleitausschuss besteht aus:

1° dem Minister oder dessen Vertreter;

2° dem Generaldirektor der Verwaltung oder dessen Vertreter, der den Vorsitz gewährleistet;

3° dem Verantwortlichen des Referenzlabors oder dessen Vertreter;

4° dem Verantwortlichen der mit der Unterstützung des Referenzlabors beauftragten Einrichtung(en) oder ggf. dessen bzw. deren Vertreter;

5° je nach der Tagesordnung können Personen aus der Verwaltung, dem Referenzlabor oder Sachverständige, deren Anwesenheit dem guten Funktionieren des Begleitausschusses dienen kann, eingeladen werden; diese Personen werden vom Vorsitzenden des Begleitausschusses ausgewählt;

6° dem bei dem Minister der Umwelt akkreditierten Finanzinspektor;

7° einem Vertreter der durch die Wallonische Region zugelassenen Labore, der als Beobachter den Sitzungen beiwohnen kann.

Der Begleitausschuss erstellt seine Hausordnung, in der die Bestimmungen bezüglich den spezifischen finanziellen Verpflichtungen stehen. Notfalls entscheidet er mit einfacher Mehrheit.

#### KAPITEL IV — *Verpflichtungen der zugelassenen Labore, Entzug der Zulassung*

**Art. 12** - Was die Analysen von potentiell auswaschbarem Stickstoff betrifft, muss jedes Labor:

1° den Bediensteten der Abteilung Wasser den Zugang zu den Räumlichkeiten des Labors und die Einsicht in alle mit den Analysen und der Buchhaltung verbundenen Dokumente gestatten;

2° dem Verantwortlichen des Referenzlabors oder seinem Beauftragten den Zugang zu den Räumlichkeiten des Labors und die Einsicht in alle mit den Analysen verbundenen Dokumente gestatten;

3° die durch das Belgische Institut für Normung veröffentlichten Anweisungen und die Richtlinien der Abteilung Wasser in Bezug auf die Analysebedingungen und das Verfassen der sie betreffenden Protokolle einhalten;

4° die Ergebnisse der als zugelassenes Labor vorgenommenen Analysen dem Referenzlabor oder der mit dessen Unterstützung beauftragten Einrichtung unter Einhaltung der von diesem festgesetzten Fristen und Formen zukommen lassen, um eine diesbezügliche Datenbank zu speisen;

5° sich davon enthalten, Dritten, außer dem Referenzlabor oder der mit dessen Unterstützung beauftragten Einrichtung, die Ergebnisse der Analysen ohne Erlaubnis des Ministers mitzuteilen oder sie zu veröffentlichen;

6° an den in den Artikeln 5, 7 und 10 erwähnten Laborringversuchen teilnehmen;

7° der Abteilung Wasser jede Änderung, die die in dem Antrag auf Zulassung mitgeteilten Auskünfte betrifft, mitteilen.

**Art. 13** - Bei Übertragung des zugelassenen Labors an eine andere natürliche oder juristische Person oder bei Fusion oder Übernahme der juristischen Person, der die Zulassung ausgestellt worden ist, muss ein neuer Antrag eingereicht werden.

Dieser Antrag muss den Vorschriften der Artikel 3 und 4 genügen.

In diesen Fällen beträgt die Frist für die Einreichung des Antrags drei Monate ab der Veröffentlichung der Änderung im Belgischen Staatsblatt.

Wird der Antrag nicht innerhalb dieser Frist eingereicht, so wird die Zulassung vom Minister entzogen. Der Entzugserlass wird dem Betroffenen zugestellt und im Belgischen Staatsblatt veröffentlicht.

**Art. 14** - § 1. Die Zulassung kann vorläufig oder endgültig vom Minister entzogen werden, wenn:

1° die gemäß Artikel 3 übermittelten Auskünfte nicht der tatsächlichen Situation entsprechen;

2° die Bestimmungen von Artikel 12 nicht eingehalten werden;

3° die vom Minister festgesetzten Probenahmeverfahren nicht eingehalten werden;

4° die Ergebnisse von Analysen systematisch für fragwürdig erklärt werden, dies u.a. auf der Grundlage eines Gutachtens des Begleitausschusses, das auf der Grundlage der in den Artikeln 5, 7 und 10 erwähnten Laboringversuche abgegeben wird.

§ 2. Vor dem Entzug der Zulassung erhält das betroffene Labor eine Mahnung per bei der Post aufgegebenen Einschreibebrief; es wird aufgefordert, seine Verteidigungsmittel innerhalb einer Frist von einem Monat gelten zu lassen.

§ 3. Der Erlass bezüglich des Zulassungsentzugs wird begründet. Er wird dem Betroffenen zugestellt und im Belgischen Staatsblatt auszugsweise veröffentlicht.

**Art. 15** - Die Liste der zugelassenen Labore wird von der Verwaltung aktualisiert.

#### KAPITEL V — Übergangs- und Schlussbestimmungen

**Art. 16** - § 1. Bis zur amtlichen Zulassung kann jedes Labor, das der Gesamtheit der es betreffenden und vom Minister festgesetzten technischen Vorschriften genügt, und u.a. jedes dem Analyse- und Beratungsnetz REQUASUD angehörende Labor von der Verwaltung als zugelassen betrachtet werden.

§ 2. Bei Nichteinhaltung der es betreffenden und vom Minister festgesetzten Vorschriften kann die Verwaltung einem Labor den Anspruch auf § 1 entziehen.

**Art. 17** - Der vorliegende Erlass wird am 1. Januar 2008 wirksam.

**Art. 18** - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Wasserpolitik gehört, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 14. Februar 2008

Der Minister-Präsident,  
R. DEMOTTE

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,  
B. LUTGEN

VERTALING

#### MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2008 — 969

[C - 2008/27044]

**14 FEBRUARI 2008.** — **Besluit van de Waalse Regering tot vaststelling van de erkenningsvoorwaarden van de laboratoria belast met de bodemanalyses voor de kwantificatie van de potentieel uitspoelbare stikstof in het kader van de uitvoering van artikel R.220 van boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, voor wat betreft het duurzame beheer van stikstof in de landbouw, zoals gewijzigd op 15 februari 2007, en in het kader van de uitvoering van het besluit van de Waalse Regering van 14 februari 2008 betreffende de opvolging, door metingen van de potentieel uitspoelbare stikstof, van de conformiteit van de landbouwbedrijven in kwetsbare gebieden met de goede praktijken nodig voor de bescherming van water tegen verontreiniging door nitraten uit agrarische bronnen**

De Waalse Regering,

Gelet op Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, inzonderheid op de artikelen D.177, R.188 tot R.229, R.459 en R.460 en meer in het bijzonder op artikel R.220;

Gelet op Beschikking C(2007)6643 van de Commissie van de Europese Gemeenschappen waarbij een door België voor het Waalse Gewest gevraagde afwijking krachtens Richtlijn 91/676/EEG van de Raad inzake de bescherming van water tegen verontreiniging door nitraten uit agrarische bronnen wordt toegestaan;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 14 februari 2008 betreffende de opvolging door metingen van de potentieel uitspoelbare stikstof van de conformiteit van de landbouwbedrijven in kwetsbare gebieden met de goede praktijken nodig voor de bescherming van water tegen verontreiniging door nitraten uit agrarische bronnen;

Gelet op het gunstig advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 12 oktober 2007;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 18 oktober 2007;

Gelet op advies 43.749/4 van de Raad van State, gegeven op 21 november 2007;

Op de voordracht van de Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme;

Na beraadslaging,

Besluit :

#### HOOFDSTUK I. — Begripsomschrijvingen en doel

**Artikel 1.** In de zin van dit besluit wordt verstaan onder :

1° « blinde analyse » : analyse van een voorwerp dat aan de beproeving onderworpen wordt door een laboratorium dat het niveau van de gemeten variabele niet kent;

2° « potentieel uitspoelbare stikstof » : hoeveelheid nitraatstikstof in de bodem tijdens de herfst, die tijdens de winter uit de wortelzone kan worden gespoeld;

3° « interlaboratoriumproef » of « interlaboratoriumvergelijking » : organisatie, uitvoering en beoordeling van proeven of metingen op voorwerpen die aan de beproeving of vergelijkbare proeven onderworpen worden door minstens twee verschillende laboratoria in vooraf bepaalde voorwaarden;

4° « referentiemateriaal » : materiaal of stof waarvan één of meerdere eigenschapswaarde(n) voldoende homogeen en welomschreven is (zijn) om gebruikt te kunnen worden voor de ijking van apparatuur, de beoordeling van een meetmethode of de toewijzing van waarden aan materialen;

5° « Minister » : de Minister die het waterbeleid onder zijn bevoegdheid heeft;

6° « aan de beproeving onderworpen voorwerp » : materiaal of product dat voor proeven aan een laboratorium wordt voorgelegd;

7° « kwaliteitssysteem » : systeem voor het beheer van een laboratorium dat overeenkomstig de ISO 17025 of GLP-normen de kwaliteit van de activiteiten van een laboratorium op organisatie- en technisch gebied en dus van de door laatstgenoemde tot stand gebrachte analyse-uitslagen waarborgt.

**Art. 2.** Dit besluit strekt ertoe de criteria en de procedure vast te stellen voor de erkenning van de laboratoria die gemachtigd zijn om de hoeveelheid potentieel uitspoelbare stikstof in de bodem te meten in het kader van de uitvoering van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, voor wat betreft het duurzame beheer van stikstof in de landbouw, zoals gewijzigd op 15 februari 2007, en meer in het bijzonder in het kader van artikel R.220 ervan, en in het kader van de uitvoering van het besluit van de Waalse Regering van 14 februari 2008 betreffende de opvolging, door metingen van de potentieel uitspoelbare stikstof, van de conformiteit van de landbouwbedrijven in kwetsbare gebieden met de goede praktijken nodig voor de bescherming van water tegen verontreiniging door nitraten uit agrarische bronnen.

#### HOOFDSTUK II. — *Erkenningscriteria en -procedure*

**Art. 3.** Om de erkenning te krijgen voor de uitvoering van de analyses van de potentieel uitspoelbare stikstoffen in het kader van de in artikel 2 bedoelde besluiten, dienen de laboratoria aan volgende voorwaarden te voldoen.

§ 1. De erkenningsaanvraag moet worden gericht aan het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu, Afdeling Water. Daarbij worden volgende gegevens gevoegd :

1° de identiteit van de natuurlijke persoon of de rechtspersoon die het laboratorium waarvoor de erkenning wordt aangevraagd, uitbaat;

2° de woonplaats of de maatschappelijke en bestuurlijke zetel van de aanvrager en de bedrijfszetel van het laboratorium;

3° naam, beroep en functie van de persoon die de effectieve leiding over het laboratorium heeft;

4° bij gebreke van het voorleggen van een accreditatiecertificaat voor de normen ISO 17025 of GLP voor de nitraatstikstof in de bodem, een lijst van de personeelsleden belast met de analyses, met opgave van hun beroepskwalificaties;

5° bij gebreke van het voorleggen van een accreditatiecertificaat voor de normen ISO 17025 of GLP voor de nitraatstikstof in de bodem, een omschrijving van de lokalen, het materieel, de wetenschappelijke apparatuur en de documentatie waarover het laboratorium beschikt.

De Afdeling Water stuurt binnen de maand na ontvangst van de aanvraag een afschrift van die aanvraag naar het referentielaboratorium om de procedure bepaald in artikel 4 aan te vatten.

§ 2. Het laboratorium dat de erkenning aanvraagt, dient te voldoen aan volgende beheerscriteria :

1° de vorm van de vennootschap of de vereniging mag het laboratorium niet verhinderen zijn activiteiten in volledige onafhankelijkheid ten opzichte van de klanten uit te voeren;

2° de laboratoriumverantwoordelijke bezit de noodzakelijke wetenschappelijke en technische kwalificaties en is volledig onafhankelijk van de ondernemingen waar het moet optreden.

**Art. 4.** Om zijn bekwaamheid te bewijzen, moet een aanvrager op eigen kosten blinde analyses uitvoeren op zes aan de beproeving onderworpen voorwerpen uit drie referentiematerialen, overeenkomstig artikel 8. De zes, aan de beproeving onderworpen voorwerpen worden verstrekt door het bij artikel 6 aangewezen referentielaboratorium. De analyse-uitslagen mogen geen foutenmarges vertonen die verder afwijken dan de marges bepaald door de Minister na voorstel van het bij artikel 10 opgerichte opvolgingscomité. De foutenmarges worden vóór de analyse bepaald en aan de aanvrager medegedeeld.

Als de uitslagen van die reeks analyses niet voldoening schenken, mag de aanvrager steeds op eigen kosten binnen een termijn van drie maanden een nieuwe reeks blinde analyses uitvoeren op zes voorwerpen uit drie andere referentiematerialen die aan de beproeving worden onderworpen. De zes, aan de beproeving onderworpen voorwerpen worden eveneens verstrekt door het referentielaboratorium.

Als de uitslagen van die tweede reeks analyses opnieuw onvoldoende zijn, wordt de erkenning geweigerd. Een nieuwe aanvraag kan pas worden ingediend na een termijn van één jaar te rekenen van de datum van kennisgeving van de weigering tot erkenning.

**Art. 5.** § 1. De Minister geeft kennis van de erkenning voor een periode van vijf jaar. Zij heeft pas uitwerking vanaf de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*.

§ 2. De erkende laboratoria worden er met het oog op de ijking van hun analyse-uitslagen drie maal per jaar toe verplicht toe te treden tot een procedure van interlaboratoriumproeven die door het referentielaboratorium gecoördineerd wordt. Zijn de uitslagen niet conform, geldt artikel 14.

§ 3. Een aanvraag voor de verlenging van de erkenning kan uiterlijk drie maanden vóór verstrijken van de periode van vijf jaar worden ingediend. Totdat uitspraak is gedaan over die aanvraag volgens de procedure waarvan sprake in artikel 4, blijft het laboratorium erkend en kan het verder analyses uitvoeren.

§ 4. Bij gebreke van indiening van een aanvraag tot verlenging tegen de voorwaarden waarvan sprake in § 3, wordt de erkenning na afloop van de vijf jaar automatisch beëindigd.

#### HOOFDSTUK III. — *Referentielaboratorium*

**Art. 6.** § 1. De Minister wijst het referentielaboratorium en de instellingen aan die eventueel ermee belast zijn, het bij te staan. Het referentielaboratorium voldoet aan volgende voorwaarden :

- zijn maatschappelijke zetel in het Waalse Gewest hebben;

- over een aangetoonde wetenschappelijke deskundigheid en technische ervaring beschikken inzake de in het Waalse Gewest gebruikte methode voor de dosering van minerale stikstof in de bodems
- een wetenschappelijke activiteit van internationaal niveau ontwikkeld hebben inzake het onderzoek naar de stikstofcyclus in de landbouwgronden.

§ 2. Als het referentielaboratorium eenmaal door de Minister aangewezen is, wordt het erkend geacht in de zin van dit besluit.

**Art. 7.** § 1. In het kader van zijn opdracht is het referentielaboratorium ermee belast :

1° de laboratoria die hun erkenning aanvragen te onderwerpen aan een technisch onderzoek en aan de procedure omschreven in artikel 4. Het accreditatiecertificaat voor de normen ISO 17025 of GLP voor de analyse van nitraatstikstof in de bodem vervangt het technisch onderzoek;

2° de voorwaarden voor de verwezenlijking van de analytische methodes te beproeven voor de laboratoria die niet beschikken over het accreditatiecertificaat voor de normen ISO 17025 of GLP voor de analyse van nitraatstikstof in de bodems;

3° deel te nemen aan de nationale of internationale werkgroepen in verband met de methodes en technieken inzake monsternemingen, metingen ter plaatse en analyse van nitraten in de bodems;

4° de methodes voor de monsternemingen, metingen ter plaatse en analyse van nitraten in de bodems te ontwikkelen, te verbeteren en te beproeven;

5° volgens de voorwaarden bepaald door het opvolgingscomité opgericht in artikel 10, het bestuur technisch te ondersteunen;

6° volgens de voorwaarden bepaald door het opvolgingscomité opgericht in artikel 10, de opdrachten uit te voeren voor rekening van het bestuur in verband met de opdracht van het referentielaboratorium.

§ 2. In het kader van die referentie-opdracht kunnen volgende taken uitbesteed worden om het referentielaboratorium bij te staan :

1° de coördinatie van de organisatie van de drie maal per jaar verrichte interlaboratoriumproeven;

2° de uitwerking en de bijwerking van een gegevensbank met de analyse-uitslagen ontdekt door de erkende laboratoria;

3° de statistieke ondersteuning van het referentielaboratorium voor de verwerking van de uitslagen van de interlaboratoriumproeven.

**Art. 8.** De referentiemethodes voor de dosering van het niveau van de potentieel uitspoelbare stikstof in de bodem worden bepaald door de Minister bevoegd voor waterbeleid.

**Art. 9.** De laboratoria die hun erkenning aanvragen dragen de kosten van de erkenningsprocedure. De erkende laboratoria nemen eveneens de kosten van de interlaboratoriumproeven die drie maal per jaar uitgevoerd worden, over. Het tarief van de prestaties van het referentielaboratorium in het kader van de erkenningsaanvragen en van de interlaboratoriumproeven wordt door de Minister vastgesteld na voorstel van het opvolgingscomité waarvan sprake in artikel 10.

Het referentielaboratorium houdt een gescheiden boekhouding van de ontvangsten en de uitgaven in verband met de uitoefening van de opdracht van het referentielaboratorium; die boekhouding wordt door het bestuur gecontroleerd.

Het referentielaboratorium legt de Minister een jaarverslag voor in verband met de activiteiten uitgevoerd in het kader van deze opdracht.

**Art. 10.** Een comité, hierna opvolgingscomité genoemd, wordt opgericht voor de opvolging van de opdracht van het referentielaboratorium.

Het opvolgingscomité voert volgende opdrachten uit :

1° de uitwerking van en het onderzoek naar procedures voor de planificatie, de uitvoering, de analyse, de verslaggeving over en de doeltreffendheid van het systeem van interlaboratoriumproeven;

2° de beoordeling van de performantie van de laboratoria die deelnemen aan de interlaboratoriumproeven op grond van hun uitslagen;

3° de verificatie van de organisatie van de interlaboratoriumproeven om er de onpartijdigheid van te waarborgen;

4° de behandeling van de eventuele bezwaren in verband met de erkenning, waarbij de eindbeslissing over die bezwaren onder het bestuur valt;

5° de uitwerking van eventuele aanbevelingen in verband met de erkenningsprocedure;

6° de oprichting van technische werkgroepen;

7° de goedkeuring van het jaarverslag van de opdracht van het referentielaboratorium;

8° de goedkeuring van en de controle over de uitgaven in verband met het referentielaboratorium.

**Art. 11.** Het opvolgingscomité bestaat uit :

1° de Minister of diens vertegenwoordiger;

2° de directeur-generaal van het bestuur of diens vertegenwoordiger, die het voorzitterschap op zich neemt;

3° de verantwoordelijke van het referentielaboratorium of diens vertegenwoordiger;

4° de verantwoordelijke van het (de) instelling(en) belast met de bijstand aan het referentielaboratorium of diens vertegenwoordiger(s) in voorkomend geval;

5° afhankelijk van de agenda kunnen de personen van het bestuur, het referentielaboratorium of de deskundigen die bijdragen tot de goede werking van het comité uitgenodigd worden; die personen worden gekozen door de voorzitter van het opvolgingscomité;

6° de Inspecteur van Financiën geaccrediteerd bij de Minister van Leefmilieu;

7° een vertegenwoordiger van de door het Waalse Gewest erkende laboratoria kan als waarnemer zetelen.

Het opvolgingscomité stelt zijn huishoudelijk reglement op waarin bepalingen opgenomen zijn in verband met de specifieke financiële verbintenissen. Desnoods spreekt het zich bij gewone meerderheid uit.

HOOFDSTUK IV. — *Verplichtingen van de erkende laboratoria, intrekking van de erkenning*

**Art. 12.** Wat betreft de analyses van potentieel uitspoelbare stikstof, is elk erkend laboratorium ertoe verplicht :

1° de personeelsleden van de Afdeling Water toe te laten tot de lokalen van het laboratorium en alle stukken in te laten zien die verband houden met de analyses en de boekhouding;

2° de verantwoordelijke van het referentielaboratorium of diens gemachtigde toe te laten tot de lokalen van het laboratorium en alle stukken in te laten zien die verband houden met de analyses;

3° zich te schikken naar de onderrichtingen van het Belgisch Normalisatie-instituut en naar de richtlijnen van de Afdeling Water voor wat betreft de analyse-omstandigheden en de opstelling van de daarmee verband houdende protocollen;

4° de uitslagen van de analyses uitgevoerd als erkend laboratorium over te maken aan het referentielaboratorium of aan de instelling die het moet bijstaan, binnen de termijnen en met inachtneming van de door laatstgenoemde bepaalde vorm, om een gegevensbank daarover aan te vullen;

5° de uitslagen van de analyses niet mee te delen aan andere derden dan het referentielaboratorium of de instelling die het moet bijstaan, zonder toelating van de Minister;

6° deel te nemen aan de interlaboratoriumproeven waarvan sprake in de artikelen 5, 7 en 10;

7° de Afdeling Water in te lichten over elke wijziging betreffende de gegevens die in de erkenningsaanvraag zijn medegedeeld.

**Art. 13.** Gaat het erkende laboratorium over naar een andere natuurlijke of rechtspersoon of bij samensmelting of overname van de rechtspersoon waaraan de erkenning is verstrekt, moet de aanvraag worden overgedaan.

Die aanvraag moet in overeenstemming zijn met het bepaalde van artikelen 3 en 4.

In die gevallen bedraagt de termijn om de aanvraag in te dienen drie maanden vanaf de bekendmaking van de verandering in het *Belgisch Staatsblad*.

Als de aanvraag niet ingediend wordt in die termijn, wordt de erkenning door de Minister ingetrokken. Het intrekkingbesluit wordt aan betrokkene medegedeeld en per uittreksel in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt.

**Art. 14.** § 1. De erkenning kan door de Minister voorlopig of definitief ingetrokken worden indien :

1° de informatie die overeenkomstig artikel 3 is overgemaakt niet overeenstemt met de werkelijke toestand;

2° de bepalingen van artikel 12 niet in acht worden genomen;

3° de monsternemingsprocedures bepaald door de Minister niet nageleefd worden;

4° de analyse-uitslagen systematisch betwistbaar worden verklaard, onder andere na advies van het opvolgingscomité dat is uitgebracht op grond van de interlaboratoriumproeven waarvan sprake in de artikelen 5, 7 en 10.

§ 2. Vóór de intrekking van de erkenning krijgt het betrokken laboratorium een waarschuwing bij aangetekend schrijven; het wordt verzocht zijn verweermiddelen te gelde te maken binnen een termijn van één maand.

§ 3. Het besluit tot intrekking van de erkenning wordt met redenen omkleed. Het wordt aan betrokkene medegedeeld en per uittreksel in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt.

**Art. 15.** De lijst van de erkende laboratoria wordt door het bestuur bijgehouden.

HOOFDSTUK V. — *Overgangs- en slotbepalingen*

**Art. 16.** § 1. Tot aan de officiële erkenning kan ieder laboratorium dat de gezamenlijke technische voorschriften, bepaald door de Minister voor wat elk laboratorium betreft, naleeft, en meer bepaald de laboratoria van het analyse- en raadgevingsnetwerk REQUASUD, als door het bestuur erkend worden beschouwd.

§ 2. Worden de technische voorschriften bepaald door de Minister voor wat elk laboratorium betreft, niet nageleefd, kan het bestuur het voordeel van § 1 dat een laboratorium geniet, weigeren of intrekken.

**Art. 17.** Dit besluit heeft uitwerking vanaf 1 januari 2008.

**Art. 18.** De Minister, bevoegd voor het Waterbeleid, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 14 februari 2008.

De Minister-President,  
R DEMOTTE

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,  
B. LUTGEN

## MINISTÈRE DE LA REGION WALLONNE

F. 2008 — 970

[C - 2008/27043]

**14 FEVRIER 2008. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif au suivi, par des mesures de l'azote potentiellement lessivable (APL), de la conformité des exploitations agricoles situées en zone vulnérable aux bonnes pratiques agricoles nécessaires à la protection des eaux contre la pollution par les nitrates à partir de sources agricoles**

Le Gouvernement wallon,

Vu la Directive européenne (91/676/CEE) du 12 décembre 1991 concernant la protection des eaux contre la pollution par les nitrates à partir de sources agricoles;

Vu le Livre II du Code de l'Environnement constituant le Code de l'Eau, notamment les articles D.177, D.413bis, R.188 à R.229, R.459 et R.460;

Vu l'avis favorable de l'Inspection des Finances, donné le 12 octobre 2007;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 18 octobre 2007;

Vu l'avis 43.748/4 du Conseil d'Etat, rendu le 21 novembre 2007;

Vu l'avis favorable de la Commission consultative de l'Eau, rendu le 12 décembre 2007;

Sur proposition du Ministre de l'Agriculture de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme;  
Après délibération,  
Arrête :

CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Définitions et objectifs*

**Article 1<sup>er</sup>.** Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

- 1° « administration » : la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement du Ministère de la Région wallonne;
- 2° « administration de l'agriculture » : la Direction générale de l'Agriculture du Ministère de la Région wallonne;
- 3° « azote potentiellement lessivable » ou « APL » : quantité d'azote nitrique contenue dans le sol à l'automne, susceptible d'être entraînée hors de la zone racinaire pendant l'hiver;
- 4° « laboratoire agréé » : laboratoire ayant satisfait aux exigences stipulées dans l'arrêté du Gouvernement wallon fixant les conditions d'agrément des laboratoires chargés des analyses de sol pour y quantifier l'azote potentiellement lessivable (APL) dans le cadre de la mise en œuvre de l'article R.220 du livre II du Code de l'Environnement constituant le Code de l'Eau en ce qui concerne la gestion durable de l'azote en agriculture, tel que modifié le 15 février 2007, et dans le cadre de la mise en œuvre de l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 février 2008 relatif au suivi, par des mesures de l'azote potentiellement lessivable (APL) de la conformité des exploitations agricoles situées en zone vulnérable aux bonnes pratiques agricoles nécessaires à la protection des eaux contre la pollution par les nitrates à partir de sources agricoles »;
- 5° « Ministre » : Le Ministre qui a la Politique de l'eau dans ses attributions;
- 6° « parcelle » ou « parcelle agricole » : toute étendue de terre arable ou de prairie d'un seul tenant gérée de manière homogène au cours d'un cycle cultural;
- 7° « parcelle de remplacement » : parcelle sélectionnée par l'administration de l'agriculture pouvant compléter l'échantillonnage si sur une parcelle précédemment sélectionnée pour le prélèvement de sol s'avère difficile ou dénuée de sens, ou en cas de demande de ré-échantillonnage par l'agriculteur conformément à l'article 4, § 5;
- 8° « période annuelle de prélèvement » ou « période » : période automnale pendant laquelle des prélèvements de sol ont lieu sur les parcelles agricoles à des fins de dosage de l'azote potentiellement lessivable;
- 9° « structure d'encadrement » : les organismes auxquels sont confiés, par convention, des missions de coordination et d'encadrement en application de l'article R.224 du Code de l'Eau;
- 10° « terres » : l'ensemble des prairies et des terres arables;
- 11° « terres arables » : ensemble des surfaces cultivables, à l'exclusion des prairies;
- 12° « zone vulnérable » : partie du territoire désignée par le Ministre en application de l'article R.191 du Code de l'Eau.

**Art. 2.** Le présent arrêté remplace l'article R.214 du Code de l'Eau. Il fixe, pour les exploitations agricoles situées en zone vulnérable, les modalités de vérification, par la mesure des APL, de la conformité aux bonnes pratiques agricoles nécessaires à la protection des eaux contre la pollution par les nitrates à partir de sources agricoles. Il fixe, en cas de non conformité à ces bonnes pratiques agricoles les conditions d'amélioration et, en cas de répétition de la non conformité, les sanctions administratives.

CHAPITRE II. — *Sélection des exploitations agricoles et des parcelles, prélèvement et analyse de l'azote potentiellement lessivable; appréciation de la gestion de l'azote*

**Art. 3.** § 1<sup>er</sup>. L'administration de l'agriculture, Direction du contrôle, procède chaque année au contrôle, d'un minimum de 3 pourcents d'exploitations agricoles parmi celles déclarant plus de vingt pourcents de leur superficie agricole en zone vulnérable dans leur déclaration de superficie et demande d'aides de l'année en cours.

§ 2. Au sein des exploitations agricoles contrôlées, l'administration de l'agriculture, Direction du contrôle identifie 3 parcelles dans lesquelles des échantillons de sol sont prélevés, entre le 15 octobre et le 30 novembre inclus, en vue d'y doser l'azote potentiellement lessivable, ainsi qu'une parcelle de remplacement.

**Art. 4.** § 1<sup>er</sup>. Le Ministre fixe les conditions de prélèvement et de conditionnement des échantillons, ainsi que de leur analyse par un laboratoire agréé.

§ 2. L'administration de l'agriculture communique au laboratoire agréé chargé de l'analyse les coordonnées des exploitations agricoles sélectionnées ainsi que l'emplacement des parcelles à échantillonner avant le 1<sup>er</sup> octobre de chaque année.

Si l'administration de l'agriculture se charge du prélèvement des échantillons de sol, elle en avertit le laboratoire chargé de l'analyse.

L'agriculteur dont l'exploitation agricole a été sélectionnée est averti au minimum sept jours ouvrables avant la date d'échantillonnage.

§ 3. Les frais de prélèvement, de conditionnement et d'analyse de l'échantillonnage sélectionné par l'administration de l'agriculture sont couverts par l'administration.

§ 4. Les résultats des analyses sont transmis par le laboratoire agréé à l'agriculteur et à l'administration dans les dix jours ouvrables suivant le prélèvement.

§ 5. Dans les dix jours ouvrables suivant la réception des résultats d'analyse, et au plus tard le 20 décembre de l'année de prélèvement, l'agriculteur peut faire échantillonner à ses frais par un laboratoire agréé de son choix une ou plusieurs parcelles précédemment échantillonnées, en vue d'une analyse contradictoire selon la procédure fixée au § 1<sup>er</sup>. Le laboratoire agréé choisi par l'agriculteur avertit l'administration de l'agriculture par téléphone, avec confirmation écrite, de la date prévue pour le prélèvement contradictoire au minimum quatre jours ouvrables à l'avance. Il obtient de celle-ci l'emplacement des parcelles à échantillonner. Les résultats des analyses les plus favorables à l'agriculteur sont pris en compte par l'administration.

Les résultats d'une analyse contradictoire qui n'est pas réalisée selon la procédure décrite au présent paragraphe sont frappés de nullité, de plein droit, et ne peuvent être pris en compte par l'administration.

**Art. 5.** § 1<sup>er</sup>. Sur base des résultats du « survey surfaces agricoles » mentionné à l'article R.228 du Code de l'Eau, l'administration vérifie, pour chaque parcelle échantillonnée, si l'APL mesuré est conforme aux bonnes pratiques agricoles nécessaires à la protection des eaux contre la pollution par les nitrates à partir de sources agricoles. L'APL

mesuré est considéré conforme à ces bonnes pratiques s'il est situé dans la fourchette de tolérance par rapport à la valeur de référence annuelle fixée en application de l'article R.228 du Code de l'Eau. Les limites de la fourchette de tolérance par rapport à la valeur de référence au delà de laquelle un APL est déclaré non conforme sont fixées par le Ministre.

§ 2. Pour une année donnée, une exploitation agricole est déclarée conforme aux bonnes pratiques agricoles nécessaires à la protection des eaux contre la pollution par les nitrates à partir de sources agricoles - ci après dénommée « déclarée conforme » - lorsqu'au moins deux des trois parcelles échantillonnées au sein de celle-ci présentent un résultat répondant au § 1<sup>er</sup>. Dans le cas contraire, l'exploitation agricole considérée est déclarée non conforme aux bonnes pratiques agricoles nécessaires à la protection des eaux contre la pollution par les nitrates à partir de sources agricoles - ci après dénommée « déclarée non conforme ».

§ 3. Une exploitation agricole déclarée non conforme pour une année donnée est soumise à un programme d'observation des APL conformément à l'article 8.

**Art. 6.** L'administration communique à l'agriculteur le caractère conforme ou non conforme de son exploitation agricole ainsi que de chaque parcelle individuelle échantillonnée, au plus tard le 28 février suivant le prélèvement.

**Art. 7.** Sans préjudice du respect de l'article R.230 du Code de l'Eau, si le prélèvement de sol aux fins du présent arrêté est rendu impossible, sur une ou plusieurs parcelles de l'exploitation agricole, par l'action de l'agriculteur ou de ses ayant droits, même à l'occasion d'un éventuel prélèvement de vérification organisé par, ou à la demande de, l'administration de l'agriculture, cette exploitation agricole est déclarée non-conforme pour l'année du prélèvement, indépendamment du résultat des parcelles éventuellement échantillonnées.

#### CHAPITRE III. — Programme d'observation des APL

**Art. 8.** § 1<sup>er</sup>. Une exploitation agricole soumise au programme d'observation des APL est tenue de prendre toutes les mesures nécessaires pour respecter les bonnes pratiques agricoles nécessaires à la protection des eaux contre la pollution par les nitrates à partir de sources agricoles. Pour ce faire, elle peut bénéficier de l'aide et des conseils de la structure d'encadrement.

§ 2. L'agriculteur dont l'exploitation agricole est soumise au programme d'observation des APL doit, de sa propre initiative et à ses frais, faire effectuer annuellement des mesures d'APL conformément à l'article 4, § 1<sup>er</sup>, par un laboratoire agréé de son choix sur au moins trois parcelles de son exploitation agricole désignées par l'administration de l'agriculture, Direction du contrôle.

§ 3. Chaque année, l'agriculteur dont l'exploitation agricole est soumise au programme d'observation des APL avertit le laboratoire agréé de son choix avant le 1<sup>er</sup> septembre. Le laboratoire choisi par l'agriculteur communique à l'administration de l'agriculture par téléphone, avec confirmation écrite, la date de l'échantillonnage, comprise entre le 15 octobre et le 10 décembre, au minimum 10 jours ouvrables avant celui-ci et obtient de l'administration de l'agriculture l'emplacement des parcelles à échantillonner.

§ 4. Dans le cas où l'agriculteur omet de choisir un laboratoire agréé ou s'abstient de faire réaliser les mesures d'APL conformément à l'article 4, § 1<sup>er</sup>, les APL de son exploitation agricole sont déclarés non conformes pour l'année considérée.

§ 5. Le laboratoire transmet les résultats des analyses à son commanditaire et à l'administration dans les dix jours ouvrables suivant le prélèvement.

§ 6. Dans les dix jours ouvrables suivant la réception des résultats des analyses, l'agriculteur peut, à ses frais, faire réaliser une analyse contradictoire, selon les modalités prévues à l'article 4, § 5.

§ 7. L'administration communique à l'agriculteur le caractère conforme ou non conforme de son exploitation agricole ainsi que de chaque parcelle individuelle, au plus tard le 28 février suivant le prélèvement.

§ 8. Un programme d'observation des APL d'une exploitation agricole est clôturé lorsque l'exploitation agricole est déclarée conforme par l'administration pour deux périodes annuelles de prélèvement successives.

La clôture du programme d'observation des APL donne droit au remboursement par l'administration des frais de prélèvement, conditionnement et analyse des échantillons de sol de la dernière année du programme d'observation des APL. Dans ce cas, au plus tard le 28 février suivant le prélèvement, l'administration invite l'agriculteur à lui présenter la facture du laboratoire agréé pour cette période.

#### CHAPITRE IV. — Sanctions et recours

**Art. 9.** § 1<sup>er</sup>. Sans préjudice du respect de l'article R.230 du Code de l'Eau, l'agriculteur dont l'exploitation agricole est déclarée non conforme pendant trois années au moins, consécutives ou non, au cours d'un même programme d'observation des APL, est redevable d'une amende administrative. Le montant de cette amende administrative s'élève à 120 euros par hectare de superficie agricole déclarée de l'exploitation agricole considérée.

§ 2. L'amende fixée au § 1<sup>er</sup> est réduite à 40 € euros par hectare de superficie agricole déclarée de l'exploitation agricole considérée, aux conditions cumulatives suivantes :

- l'agriculteur a fait appel aux conseils de la structure d'encadrement dès la première année du programme de suivi des APL. En atteste la copie du plan de fertilisation réalisé pour la première année de ce programme et transmis à l'administration avec le visa de la structure d'encadrement avant le 1<sup>er</sup> septembre de la première année du programme de suivi;

- les APL de l'exploitation agricole concernée ont été en amélioration progressive par rapport aux résultats de l'année qui a motivé l'entrée dans le programme de suivi des APL. Le Ministre fixe les conditions dans lesquelles cette amélioration est constatée.

§ 3 L'amende fixée au § 2 est réduite de moitié, aux conditions cumulatives suivantes :

- les conditions fixées au § 2 sont respectées;

- l'APL d'une parcelle échantillonnée cultivée avec une culture à risque la dernière année d'échantillonnage précédant la sanction est déclarée conforme. Sont considérées culture à risque la culture du maïs, de la pomme de terre, des légumes, du lin et du colza.

§ 4. Pour chaque année supplémentaire du même programme, consécutive ou non, au cours de laquelle l'exploitation agricole est à nouveau déclarée non conforme les amendes fixées au §§ 1<sup>er</sup>, 2 ou 3 sont multipliées par un facteur 2 par rapport au montant de l'amende précédente.

§ 5. Le montant total de l'amende fixée pour une exploitation agricole ne peut être inférieur à 50,00 € ni supérieur à 50.000,00 € par an.

§ 6. Une proposition d'amende administrative est adressée au contrevenant par courrier en recommandé par le fonctionnaire dirigeant de la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement, Division de l'Eau. Dans les dix jours de l'envoi de cette proposition, le contrevenant peut faire part de ses observations par écrit ou solliciter une audition auprès de l'expéditeur de cette proposition. La décision d'amende administrative est notifiée par courrier en recommandé au contrevenant après audition(s) ou observation(s) écrite(s) par le fonctionnaire dirigeant de la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement, Division de l'Eau. Dans l'hypothèse d'une condamnation à une amende administrative, le contrevenant aura un délai de nonante jours à compter du jour de la notification de la décision infligeant l'amende administrative pour procéder au paiement de l'amende. Celle-ci doit être acquittée par versement ou virement au compte du Ministère de la Région wallonne - Division de la Trésorerie - au moyen des formules jointes à la décision qui l'inflige. Copie de la preuve de paiement doit être transmise à la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement, Division de l'Eau.

Passé ce délai, sauf en cas de recours introduit conformément à l'article 10, si le contrevenant demeure en défaut de payer l'amende, la décision du fonctionnaire dirigeant ou la décision du tribunal civil passée en force de chose jugée est transmise à la Division de la Trésorerie du Ministère de la Région wallonne en vue du recouvrement du montant de l'amende administrative.

**Art. 10.** En cas de contestation des amendes administratives, l'agriculteur peut introduire un recours, sous peine de forclusion, dans les trente jours suivant la notification de la décision de l'administration motivant ce recours par voie de requête devant le tribunal de police selon la procédure civile. Le recours doit comporter les noms et adresse du requérant, viser la décision attaquée et donner les motifs de sa contestation. Le recours est suspensif.

CHAPITRE V. — *Dispositions abrogatoires et finales, mises en vigueur*

**Art. 11.** L'article R.214 du chapitre IV du titre VII de la partie II de la partie réglementaire du Code de l'Eau est abrogé.

**Art. 12.** Le présent arrêté produit ses effets le 1<sup>er</sup> janvier 2008.

**Art. 13.** Le Ministre qui a la Politique de l'eau dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté. Namur, le 14 février 2008.

Le Ministre Président,  
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,  
B. LUTGEN

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2008 — 970

[C - 2008/27043]

**14. FEBRUAR 2008 — Erlass der Wallonischen Regierung über die Überwachung durch Messungen des potentiell auswaschbaren Stickstoffs (PAS) der Übereinstimmung der in einem gefährdeten Gebiet gelegenen landwirtschaftlichen Betriebe mit den Regeln der guten fachlichen Praxis in der Landwirtschaft, die zum Schutz der Gewässer vor Verunreinigung durch Nitrat aus landwirtschaftlichen Quellen notwendig sind**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund der Europäischen Richtlinie (91/676/EWG) vom 12. Dezember 1991 zum Schutz der Gewässer vor Verunreinigung durch Nitrat aus landwirtschaftlichen Quellen;

Aufgrund des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, insbesondere der Artikel D.177, D.413bis, R.188bis R.229 und R.460;

Aufgrund des am 12. Oktober 2007 abgegebenen günstigen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 18. Oktober 2007 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des am 21. November 2007 abgegebenen Gutachtens des Staatsrates Nr. 43.748/4;

Aufgrund des am 12. Dezember 2007 abgegebenen günstigen Gutachtens des Beratungsausschusses für Wasser;

Auf Vorschlag des Ministers der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus;

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL I — *Begriffsbestimmungen und Zielsetzungen*

**Artikel 1** - Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1° «Verwaltung»: die Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt des Ministeriums der Wallonischen Region;

2° «Verwaltung der Landwirtschaft»: die Generaldirektion der Landwirtschaft des Ministeriums der Wallonischen Region;

3° «potentiell auswaschbarer Stickstoff» oder «PAS»: die Menge Nitratstickstoff, die im Herbst im Boden enthalten ist und die während den Wintermonaten aus der Wurzelzone gewaschen werden kann;

4° «zugelassenes Labor»: Labor, das die in dem Erlass der Wallonischen Regierung zur Festlegung der Bedingungen für die Zulassung von Laboren, die mit den Bodenanalysen zur Quantifizierung des potentiell auswaschbaren Stickstoffs (PAS) beauftragt sind, im Rahmen der Umsetzung von Artikel R.220 des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, was die nachhaltige Verwaltung des Stickstoffs in der Landwirtschaft betrifft, in seiner am 15. Februar 2007 abgeänderten Fassung, sowie im Rahmen der Umsetzung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 14. Februar 2008 über die Überwachung durch Messungen des potentiell auswaschbaren Stickstoffs (PAS) der Übereinstimmung der in einem gefährdeten Gebiet gelegenen landwirtschaftlichen Betriebe mit den Regeln der guten fachlichen Praxis in der Landwirtschaft, die zum Schutz der Gewässer vor Verunreinigung durch Nitrat aus landwirtschaftlichen Quellen notwendig sind, angeführten Bedingungen erfüllt;

5° «Minister»: der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Wasserpolitik gehört;

6° «Parzelle» oder «landwirtschaftliche Parzelle»: Jede zusammenhängende Fläche Ackerbauland oder Weideland, die im Laufe eines Anbauzyklus homogen bewirtschaftet wird;

7° «Ersatzparzelle»: von der Verwaltung der Landwirtschaft ausgewählte Parzelle, die die Probe ergänzen kann, falls die Entnahme einer Bodenprobe auf einer vorab ausgewählten Parzelle sich als schwierig oder sinnlos herausstellt oder falls der Landwirt gemäß Artikel 4, § 5 eine erneute Probenahme beantragt;

8° «Jährlicher Entnahmezeitraum» oder «Zeitraum»: Zeitraum im Herbst, während dem die Entnahme von Bodenproben auf den landwirtschaftlichen Parzellen durchgeführt wird, um die Dosierung des potentiell auswaschbaren Stickstoffs vorzunehmen;

9° «Begleitstruktur»: die Einrichtungen, denen in Anwendung von Artikel R.224 des Wassergesetzbuches im Rahmen einer Vereinbarung Koordinierungs- und Betreuungsaufgaben anvertraut werden;

10° «Ländereien»: die gesamten Weide- und Ackerflächen;

11° «Ackerflächen»: alle bebaubaren Flächen mit Ausnahme der Weiden;

12° «Gefährdetes Gebiet»: Teil des Gebiets, das durch den Minister in Anwendung von Artikel R.191 des Wassergesetzbuches bezeichnet worden ist.

**Art. 2** - Der vorliegende Erlass ersetzt Artikel R.214 des Wassergesetzbuches. Für die in einem gefährdeten Gebiet gelegenen landwirtschaftlichen Betriebe legt er die Modalitäten fest für die Überwachung durch Messungen des potentiell auswaschbaren Stickstoffs (PAS) der Übereinstimmung mit den Regeln der guten fachlichen Praxis in der Landwirtschaft, die zum Schutz der Gewässer vor Verunreinigung durch Nitrat aus landwirtschaftlichen Quellen notwendig sind. Im Falle der Nichteinhaltung der guten fachlichen Praxis in der Landwirtschaft werden in diesem Erlass die Bedingungen zur Verbesserung festgelegt und im Falle einer wiederholten Nichteinhaltung die Verwaltungsstrafen.

*KAPITEL II — Auswahl der landwirtschaftlichen Betriebe und der Parzellen,  
Entnahme und Analyse des potentiell auswaschbaren Stickstoffs; Bewertung der Stickstoffverwaltung*

**Art. 3** - § 1. Die Direktion Kontrolle der Verwaltung der Landwirtschaft kontrolliert jedes Jahr wenigstens 3 v.H. der landwirtschaftlichen Betriebe, die unter jenen ausgewählt werden, die in der Flächenerklärung und dem Antrag auf Beihilfen des laufenden Jahres mehr als 20 v.H. ihrer landwirtschaftlichen Flächen in einem gefährdeten Gebiet angeben.

§ 2. Innerhalb der kontrollierten landwirtschaftlichen Betriebe bestimmt die Direktion Kontrolle der Verwaltung der Landwirtschaft drei Parzellen, auf denen zwischen dem 15. Oktober und dem 30. November einschließlich Bodenproben genommen werden, um eine Dosierung des potentiell auswaschbaren Stickstoffs vorzunehmen. Zudem wird eine Ersatzparzelle bestimmt.

**Art. 4** - § 1. Der Minister bestimmt die Bedingungen für die Entnahme und die Verpackung der Proben sowie die Bedingungen für deren Analyse durch ein zugelassenes Labor.

§ 2. Die Verwaltung der Landwirtschaft übermittelt dem mit der Analyse beauftragten zugelassenen Labor die Angaben der ausgewählten landwirtschaftlichen Betriebe sowie die Lokalisierung der Parzellen, auf denen vor dem 1. Oktober eines jeden Jahres Proben zu entnehmen sind.

Falls die Verwaltung der Landwirtschaft die Entnahme der Bodenproben selbst gewährleistet teilt sie dies dem mit der Analyse beauftragten Labor mit.

Der Landwirt, dessen landwirtschaftlicher Betrieb auserwählt wurde, wird wenigstens sieben Arbeitstage vor dem Datum der Probenahme benachrichtigt.

§ 3. Die Kosten für die Entnahme, die Verpackung und die Analyse der von der Verwaltung der Landwirtschaft auserwählten Proben werden von der Verwaltung getragen.

§ 4. Die Ergebnisse der Analysen werden dem Landwirt und der Verwaltung innerhalb von zehn Kalendertagen nach der Probenahme durch das zugelassene Labor übermittelt.

§ 5. Innerhalb von zehn Kalendertagen nach Zustellung der Ergebnisse der Analyse und spätestens am 20. Dezember des Jahres der Probenahme ist der Landwirt berechtigt, auf seine Kosten eine Probenahme durch ein zugelassenes Labor seiner Wahl auf einer oder mehreren Parzellen, auf denen bereits Bodenproben genommen wurden, durchführen zu lassen, um nach den unter § 1 bestimmten Bedingungen eine Gegenanalyse durchführen zu lassen. Das von dem Landwirt auserwählte Labor informiert die Verwaltung der Landwirtschaft mindestens vier Arbeitstage vorab telefonisch mit einer schriftlichen Bestätigung über das für die Gegenprobe vorgesehene Datum. Das Labor erhält von der Verwaltung die Lokalisierung der Parzellen, auf denen Proben zu entnehmen sind. Die Verwaltung berücksichtigt die Ergebnisse der Analysen, die für den Landwirt am günstigsten sind.

Die Ergebnisse einer Gegenanalyse, die nicht nach dem in dem vorerwähnten Absatz beschriebenen Verfahren durchgeführt werden, sind von Rechts wegen nichtig und können von der Verwaltung nicht berücksichtigt werden.

**Art. 5** - § 1. Auf der Grundlage der Ergebnisse der in Artikel R.228 des Wassergesetzbuches erwähnten «Survey landwirtschaftliche Flächen» prüft die Verwaltung für jede Parzelle, auf der eine Probe genommen wurde, ob der PAS übereinstimmt mit den Regeln der guten fachlichen Praxis in der Landwirtschaft, die zum Schutz der Gewässer vor Verunreinigung durch Nitrat aus landwirtschaftlichen Quellen notwendig sind. Der gemessene Wert des PAS gilt als diesen Regeln entsprechend, wenn er sich im Toleranzbereich im Vergleich zu dem jährlichen Referenzwert befindet, der in Anwendung von Artikel R.228 des Wassergesetzbuches bestimmt worden ist. Die Grenzen des Toleranzbereichs im Vergleich zu dem Referenzwert, über den hinaus ein PAS als nicht übereinstimmend erklärt wird, werden durch den Minister bestimmt.

§ 2. Für ein bestimmtes Jahr wird erklärt, dass ein landwirtschaftlicher Betrieb den Regeln der guten fachlichen Praxis in der Landwirtschaft, die zum Schutz der Gewässer vor Verunreinigung durch Nitrat aus landwirtschaftlichen Quellen notwendig sind entspricht - nachstehend «den Regeln entsprechend» genannt - falls wenigstens zwei der drei Parzellen, auf denen eine Probe genommen wurde, ein Ergebnis aufweisen, das § 1 entspricht.

Im gegenteiligen Fall wird erklärt, dass der landwirtschaftliche Betrieb den Regeln der guten fachlichen Praxis in der Landwirtschaft, die zum Schutz der Gewässer vor Verunreinigung durch Nitrat aus landwirtschaftlichen Quellen notwendig sind, nicht entspricht - nachstehend «den Regeln nicht entsprechend» genannt.

§ 3. Ein landwirtschaftlicher Betrieb, der für ein bestimmtes Jahr als den Regeln nicht entsprechend erklärt wird, wird gemäß Artikel 8 einem Programm zur Überwachung der PAS unterzogen.

**Art. 6** - Spätestens am 28. Februar nach der Probenahme benachrichtigt die Verwaltung den Landwirt darüber, ob der landwirtschaftliche Betrieb den Regeln entspricht oder nicht und ob jede der Parzellen, auf denen Proben genommen wurden, den Regeln entspricht oder nicht.

**Art. 7** - Falls die Bodenprobe im Sinne des vorliegenden Erlasses auf einer oder mehrerer Parzellen des landwirtschaftlichen Betriebs durch ein Eingreifen des Landwirts oder seiner Anspruchsberechtigten verhindert wird, selbst wenn es sich eine ggf. durchgeführte Entnahme zur Überprüfung handelt, die durch die Verwaltung der Landwirtschaft oder auf deren Anfrage hin organisiert wird, so wird dieser landwirtschaftliche Betrieb unbeschadet der Beachtung von Artikel R.230 des Wassergesetzbuches für das Jahr der Probenahme als den Regeln nicht entsprechend erklärt, und dies unabhängig von dem Ergebnis, das auf den Parzellen, die ggf. Gegenstand einer Probe waren, erzielt wurde.

#### KAPITEL III — *Programm zur Überwachung des PAS*

**Art. 8** - § 1. Ein landwirtschaftlicher Betrieb, der einem Programm zur Überwachung der PAS unterliegt, ist verpflichtet, alle Maßnahmen zu treffen, um die Regeln der guten fachlichen Praxis in der Landwirtschaft, die zum Schutz der Gewässer vor Verunreinigung durch Nitrat aus landwirtschaftlichen Quellen notwendig sind, zu beachten. Zu diesem Zweck kann der Betrieb die Betreuung und Beratung der Begleitstruktur in Anspruch nehmen.

§ 2. Der Landwirt, dessen landwirtschaftlicher Betrieb einem Programm zur Überwachung der PAS unterliegt, muss auf eigene Initiative und auf seine Kosten jährlich Messungen des PAS gemäß Artikel 4, § 1 durchführen lassen und zwar durch ein zugelassenes Labor seiner Wahl und auf wenigstens drei von der Direktion der Kontrolle der Verwaltung der Landwirtschaft ausgewählten Parzellen seines landwirtschaftlichen Betriebs.

§ 3. Jedes Jahr benachrichtigt der Landwirt, dessen landwirtschaftlicher Betrieb einem Programm zur Überwachung der PAS unterliegt, das Labor seiner Wahl vor dem 1. September. Das von der Landwirt gewählte Labor informiert die Verwaltung der Landwirtschaft mit einer schriftlichen Bestätigung über das für die Probe vorgesehene Datum, das zwischen dem 15. Oktober und dem 10. Dezember liegen muss, und zwar mindestens zehn Arbeitstage vor dieser Probe. Daraufhin teilt die Verwaltung dem Labor die Lokalisierung der Parzellen, auf denen Proben durchzuführen sind, mit.

§ 4. Für den Fall, das der Landwirt es unterlässt, sich für ein zugelassenes Labor zu entscheiden, oder davon absieht, Messungen des PAS gemäß Artikel 4, § 1 durchführen zu lassen, wird der PAS seines landwirtschaftlichen Betriebs für das betreffende Jahr als nicht den Regeln entsprechend erklärt.

§ 5. Die Ergebnisse der Analysen werden dem Auftraggeber und der Verwaltung innerhalb von zehn Arbeitstagen nach der Probenahme durch das Labor übermittelt.

§ 6. Innerhalb von zehn Arbeitstagen nach Zustellung der Ergebnisse der Analyse ist der Landwirt berechtigt, auf seine Kosten eine Gegenanalyse nach den in Artikel 4, § 5 festgelegten Bestimmungen durchführen zu lassen.

§ 7. Spätestens am 28. Februar nach der Probenahme benachrichtigt die Verwaltung den Landwirt darüber, ob der landwirtschaftliche Betrieb den Regeln entspricht oder nicht und ob jede der Parzellen den Regeln entspricht oder nicht.

§ 8. Ein Programm zur Überwachung der PAS eines landwirtschaftlichen Betriebs gilt als abgeschlossen, wenn die Verwaltung während zwei aufeinanderfolgenden Zeiträumen der Probenahme von je einem Jahr erklärt, dass der landwirtschaftliche Betrieb den Regeln entspricht.

Der Abschluss des Programms zur Überwachung der PAS verleiht Anrecht auf die Rückerstattung durch die Verwaltung der Kosten für die Entnahme, die Verpackung und die Analyse der Bodenproben des letzten Jahres des Programms zur Überwachung der PAS. In diesem Fall fordert die Verwaltung den Landwirt spätestens am 28. Februar nach der Probenahme auf; ihr die Rechnung des zugelassenen Labors für diesen Zeitraum zu unterbreiten.

#### KAPITEL IV — *Strafmaßnahmen und Beschwerdemittel*

**Art. 9** - § 1. Unbeschadet der Beachtung von Artikel R.230 des Wassergesetzbuches wird der Landwirt, dessen landwirtschaftlicher Betrieb während wenigstens drei Jahren (aufeinander folgend oder nicht) eines Programms zur Überwachung des PAS als nicht den Regeln entsprechend erklärt wird, mit einer Verwaltungsstrafe belegt. Der Betrag dieser Verwaltungsstrafe beträgt 120 Euro pro Hektar landwirtschaftlicher Fläche, die für den betreffenden landwirtschaftlichen Betrieb angegeben worden ist.

§ 2. Der in § 1 festgelegte Betrag wird um 40 Euro pro Hektar landwirtschaftlicher Fläche, die für den betreffenden landwirtschaftlichen Betrieb angegeben worden ist, verringert, wenn die folgenden Bedingungen gleichzeitig erfüllt sind :

- der Landwirt hat seit dem ersten Jahr des Programms zur Überwachung des PAS die Beratung der Begleitstruktur in Anspruch genommen. Der Beweis dieser Inanspruchnahme wird erbracht durch die Kopie des Düngungsplans, der für das erste Jahr dieses Programms erstellt wurde und der der Verwaltung vor dem 1. September des ersten Jahres des Überwachungsprogramms mit dem Sichtvermerk der Begleitstruktur übermittelt wurde;

- Die PAS des betreffenden landwirtschaftlichen Betriebs haben sich im Vergleich zu den Ergebnissen des Jahres, das zu dem Beitritt zu dem Programm zur Überwachung der PAS geführt hat, stetig verbessert. Der Minister bestimmt die Bedingungen, unter denen diese Verbesserung festgestellt wird.

§ 3. Die in § 2 bestimmte Strafe wird um die Hälfte verringert, wenn die folgenden Bedingungen gleichzeitig erfüllt sind :

- die in § 2 angeführten Bedingungen sind erfüllt;

- Der PAS einer Parzelle, die Gegenstand einer Probenahme war und auf der im letzten Jahr der Probenahme vor der Strafe eine Risikokultur angebaut worden ist. Als Risikokulturen gewertet werden die Kulturen von Mais, Kartoffel, Gemüse, Lein und Raps.

§ 4. Für jedes weitere Jahr desselben Programms, ob es aufeinanderfolgend ist oder nicht, im Laufe dessen der landwirtschaftliche Betrieb erneut als den Regeln nicht entsprechend erklärt wird, werden die in § 1, 2 und 3 festgelegten Strafen im Vergleich zu dem Strafbetrag des Vorjahres durch zwei multipliziert.

§ 5. Der Gesamtbetrag der für einen landwirtschaftlichen Betrieb festgelegten Strafe darf nicht unter € 50,00 und nicht über € 50.000,00 pro Jahr liegen.

§ 6. Ein Vorschlag einer Verwaltungsstrafe wird dem Zuwiderhandelnden mit einem Einschreiben durch den leitenden Beamten der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt, Abteilung Wasser, übermittelt. Innerhalb von zehn Tagen nach der Übermittlung dieses Vorschlags kann der Zuwiderhandelnde seine Anmerkungen schriftlich übermitteln oder bei dem Absender des betreffenden Vorschlags eine Anhörung beantragen. Der Vorschlag einer

Verwaltungsstrafe wird dem Zuwiderhandelnden mit einem Einschreiben nach Anhörung(en) oder nach Prüfung der schriftlichen Bemerkung(en) durch den leitenden Beamten der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt, Abteilung Wasser, übermittelt. In der Annahme, dass er mit einer Verwaltungsstrafe belegt wird, verfügt der Zuwiderhandelnde über eine Frist von neunzig Tagen ab dem Tag der Zustellung des Beschlusses zur Verhängung der Verwaltungsstrafe, um die Zahlung dieser Strafe vorzunehmen. Diese Zahlung muss entweder durch Einzahlung oder durch Überweisung auf das auf das Konto des Ministeriums der Wallonischen Region - Abteilung Finanzverwaltung - anhand des Formulars, das dem Beschluss zur Verhängung der Verwaltungsstrafe beiliegt, getätigt werden. Der Zahlungsbeleg ist an die Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt, Abteilung Wasser, zu übermitteln.

Falls der Zuwiderhandelnde nach Ablauf dieser Frist und außer bei einer gemäß Artikel 10 eingereichten Beschwerde diese Strafe noch nicht beglichen hat, so wird der Beschluss des leitenden Beamten oder der rechtskräftig entschiedene Beschluss des Zivilgerichts der Abteilung Finanzverwaltung des Ministeriums der Wallonischen Region übermittelt, damit diese zur Beitreibung der Verwaltungsstrafe übergehen kann.

**Art. 10** - Im Falle einer Beanstandung der Verwaltungsstrafen kann der Landwirt eine Beschwerde einreichen. Dieser Einspruch wird unter Androhung des Ausschlusses innerhalb von dreißig Tagen nach der Zustellung des Beschlusses der Verwaltung, die Strafe aufzuerlegen, mittels einer Klageschrift beim Polizeigericht gemäß dem zivilrechtlichen Verfahren eingeleitet. Die Beschwerde muss den Namen und die Anschrift des Beschwerdeführers angeben, den beanstandeten Beschluss betreffen und die Gründe für die Beschwerde umfassen. Die Beschwerde hat eine aufschiebende Wirkung.

KAPITEL V — *Aufhebende Bestimmungen, Übergangsbestimmungen, abschließende Bestimmungen und Inkrafttreten*

**Art. 11** - Artikel R. 214 des Kapitels IV des Titels VII des Teils II des verordnungsrechtlichen Teils des Wassergesetzbuches wird aufgehoben.

**Art. 12** - Der vorliegende Erlass wird am 1. Januar 2008 wirksam.

**Art. 13** - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Wasserpolitik gehört, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 14. Februar 2008

Der Minister-Präsident,  
R. DEMOTTE

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,  
B. LUTGEN

—————  
VERTALING

#### MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2008 — 970

[C — 2008/27043]

**14 FEBRUARI 2008.** — **Besluit van de Waalse Regering betreffende de opvolging door metingen van de potentieel uitspoelbare stikstof van de conformiteit van de landbouwbedrijven in kwetsbare gebieden met de goede praktijken nodig voor de bescherming van water tegen verontreiniging door nitraten uit agrarische bronnen**

De Waalse Regering,

Gelet op de Richtlijn 91/676/EEG van de Raad van 12 december 1991 inzake de bescherming van water tegen verontreiniging door nitraten uit agrarische bronnen;

Gelet op Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, inzonderheid op de artikelen D.177, D.413bis, R.188 à R.229, R.459 en R.460;

Gelet op het gunstig advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 12 oktober 2007;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 18 oktober 2007;

Gelet op advies 43.748/4 van de Raad van State, gegeven op 21 november 2007;

Gelet op het gunstig advies van de « Commission consultative de l'Eau » (Commissie van Advies voor Water), uitgebracht op 12 december 2007;

Op de voordracht van de Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme;

Na beraadslaging,

Besluit :

#### HOOFDSTUK I. — *Begripsomschrijvingen en doelstellingen*

**Artikel 1.** Voor de toepassing van dit besluit verstaat men onder :

1° « bestuur » : het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu van het Ministerie van het Waalse Gewest;

2° « Landbouwbestuur » : het Directoraat-generaal Landbouw van het Ministerie van het Waalse Gewest;

3° « potentieel uitspoelbare stikstof » : hoeveelheid nitraatstikstof in de bodem tijdens de herfst, die tijdens de winter uit de wortelzone kan worden gespoeld;

4° « erkend laboratorium » : laboratorium dat voldoet aan de vereisten verwoord in het besluit van de Waalse Regering tot vaststelling van de erkenningsvoorwaarden van de laboratoria belast met de bodemanalyses voor de kwantificatie van het potentieel uitspoelbare stikstof in het kader van de uitvoering van artikel R.220 van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, voor wat betreft het duurzame beheer van stikstof in de landbouw, zoals gewijzigd op 15 februari 2007, en in het kader van de uitvoering van het besluit van de Waalse Regering van 14 februari 2008 betreffende de opvolging door metingen van de potentieel uitspoelbare stikstof van de conformiteit van de landbouwbedrijven in kwetsbare gebieden met de goede praktijken nodig voor de bescherming van water tegen verontreiniging door nitraten uit agrarische bronnen »;

5° « Minister » : de Minister die de Landbouw onder zijn bevoegdheid heeft;

6° « perceel » of « landbouwperceel » : elk akker- of weideland bestaande uit één aaneengesloten deel dat homogeen beheerd wordt tijdens één teeltcyclus;

7° « vervangingsperceel » : perceel geselecteerd door het Landbouwbestuur, dat de monsterneming kan aanvullen als de monsterneming op een voorheen voor de bodembemonstering geselecteerd perceel moeilijk of zinloos blijkt of bij een verzoek van de landbouwer om een nieuwe monsterneming overeenkomstig artikel 4, § 5;

8° « jaarlijkse bodembemonsteringsperiode » of « periode » : herfstperiode waarin de bodembemonsteringen verricht worden op de landbouwpercelen met het oog op de dosering van de potentieel uitspoelbare stikstof;

9° « begeleidingsstructuur » : de organismen waaraan bij overeenkomst coördinatie- en begeleidingsopdrachten worden toevertrouwd overeenkomstig artikel R.224 van het Waterwetboek.

10° « grond » : het gezamenlijke weide- en akkerland;

11° « akkerland » : de gezamenlijke bebouwbare oppervlakten, weideland uitgesloten;

12° « kwetsbaar gebied » : deel van het grondgebied aangewezen door de Minister overeenkomstig artikel R.191 van het Waterwetboek.

**Art. 2.** Dit besluit vervangt artikel R.214 van het Waterwetboek. Het bepaalt voor de landbouwbedrijven gelegen in kwetsbare gebieden de nadere regels voor de verificatie door metingen van de potentieel uitspoelbare stikstof van de conformiteit met de goede praktijken nodig voor de bescherming van water tegen verontreiniging door nitraten uit agrarische bronnen. Het bepaalt de voorwaarden voor de verbetering indien er geen overeenstemming is met de goede praktijken en de administratieve straffen indien het gebrek aan overeenstemming herhaaldelijk voorkomt.

HOOFDSTUK II. — *Selectie van de landbouwbedrijven en de percelen, monsterneming en analyse van potentieel uitspoelbare stikstof; beoordeling van het stikstofbeheer*

**Art. 3.** § 1. Het Landbouwbestuur, Directie Controle, controleert jaarlijks minimum 3 percent landbouwbedrijven onder de bedrijven die in hun oppervlakte-aangifte en steunaanvraag voor het lopende jaar meer dan twintig percent van hun landbouwoppervlakte aangeven als gelegen in een kwetsbaar gebied.

§ 2. In de gecontroleerde landbouwbedrijven bepaalt het Landbouwbestuur, Directie Controle, drie percelen waarin bodembemonsteringen worden verricht tussen 15 oktober en 30 november inbegrepen, met het oog op de dosering van de potentieel uitspoelbare stikstof, en een vervangingsperceel.

**Art. 4.** § 1. De Minister bepaalt de voorwaarden voor de monsterneming en de verpakking van de monsters, evenals de analyse ervan door een erkend laboratorium.

§ 2. Het Landbouwbestuur deelt aan het erkend laboratorium, belast met de analyse, de adresgegevens mee van de geselecteerde landbouwbedrijven, evenals de ligging van de percelen waarop de monsternemingen dienen te gebeuren, jaarlijks vóór 1 oktober.

Als het Landbouwbestuur belast wordt met de bodembemonstering, brengt het het met de analyse belaste laboratorium daarvan op de hoogte.

De landbouwer wiens landbouwbedrijf geselecteerd is, wordt minstens zeven werkdagen vóór de datum van de monsterneming daarover ingelicht.

§ 3. De kosten voor de monsterneming, de verpakking en de analyse van het bodemmonster geselecteerd door het Landbouwbestuur worden door het bestuur gedragen.

§ 4. De uitslagen van de analyses worden door het erkend laboratorium overgemaakt aan de landbouwer en aan het bestuur binnen de tien werkdagen volgend op de monsterneming.

§ 5. Binnen de tien werkdagen volgend op de ontvangst van de uitslagen van de analyse en uiterlijk 20 december van het jaar waarin de monsterneming plaatsvond, mag de landbouwer op eigen kosten monsters laten namen door een laboratorium van zijn keuze van één of meerdere percelen waarop voorheen monsters zijn genomen, met het oog op een tegensprekelijke analyse volgens de procedure bepaald in § 1. Het door de landbouwer gekozen erkend laboratorium brengt het Landbouwbestuur telefonisch met schriftelijke bevestiging op de hoogte van de voorziene datum voor de tegensprekelijke monsterneming minstens vier werkdagen op voorhand. Het verneemt van het bestuur de ligging van de percelen waarop de monsters dienen te worden genomen. De uitslagen van de voor de landbouwer gunstigste analyses worden door het bestuur in overweging genomen.

De uitslagen van een tegensprekelijke analyse die niet wordt uitgevoerd volgens de procedure omschreven in deze paragraaf zijn van rechtswege nietig en kunnen niet door het bestuur in overweging worden genomen.

**Art. 5.** § 1. Op grond van de uitslagen van de « survey surfaces agricoles » waarvan sprake in artikel R.228 van het Waterwetboek gaat het bestuur voor elk perceel waarop een monsterneming is verricht na of de gemeten potentieel uitspoelbare stikstof overeenstemt met de goede praktijken nodig voor de bescherming van water tegen verontreiniging door nitraten uit agrarische bronnen. De gemeten potentieel uitspoelbare stikstof wordt beschouwd als in overeenstemming zijn met die goede praktijken indien hij de toegestane afwijking naleeft ten opzichte van de jaarlijkse referentiewaarde bepaald overeenkomstig artikel R.228 van het Waterwetboek. De hoogst toegestane afwijking ten opzichte van de referentiewaarde boven welke de potentieel uitspoelbare stikstof niet conform wordt verklaard, wordt door de Minister bepaald.

§ 2. Voor een gegeven jaar wordt een landbouwbedrijf in overeenstemming verklaard met de goede landbouwpraktijken nodig voor de bescherming van water tegen stikstofverontreiniging uit agrarische bronnen - « conform verklaard(e) » genoemd - indien minstens twee van de drie percelen waarop monsters zijn genomen een uitslag vertonen die beantwoordt aan § 1.

In het tegenovergestelde geval wordt het betrokken landbouwbedrijf niet conform verklaard met de goede landbouwpraktijken nodig voor de bescherming van water tegen de verontreiniging door nitraten uit agrarische bronnen - hierna « niet conform verklaard(e) » genoemd.

§ 3. Een voor een gegeven jaar niet conform verklaard landbouwbedrijf wordt onderworpen aan een waarnemingsprogramma voor potentieel uitspoelbare stikstoffen overeenkomstig artikel 8.

**Art. 6.** Het bestuur deelt de landbouwer mee of zijn bedrijf conform al dan niet conform is en of elk individueel perceel waarop een monsterneming is geschied conform al dan niet conform is, uiterlijk 28 februari volgend op de monsterneming.

**Art. 7.** Onverminderd de inachtneming van artikel R.230 van het Waterwetboek wordt een landbouwbedrijf niet conform verklaard voor het jaar van de monsterneming, ongeacht de uitslag van de percelen waarop eventuele monsternemingen zijn geschied, als de bodembemonstering voor de doeleinden van dit besluit door toedoen van de landbouwer of zijn rechthebbenden onmogelijk wordt gemaakt op één of meerdere percelen van het landbouwbedrijf, zelfs voor een eventuele monsterneming ter verificatie door of op vraag van het Landbouwbestuur.

HOOFDSTUK III. — *Waarnemingsprogramma voor de potentieel uitspoelbare stikstoffen*

**Art. 8. § 1.** Een landbouwbedrijf dat onderworpen is aan het waarnemingsprogramma voor de potentieel uitspoelbare stikstoffen wordt ertoe verplicht, alle nodige maatregelen te treffen voor de inachtneming van de goede landbouwpraktijken nodig voor de bescherming van water tegen de verontreiniging door nitraten uit agrarische bronnen. Daarvoor kan het in aanmerking komen voor steun en raad van de begeleidingsstructuur.

§ 2. De landbouwer wiens bedrijf onderworpen wordt aan het waarnemingsprogramma voor de potentieel uitspoelbare stikstoffen moet op eigen initiatief en op eigen kosten jaarlijks metingen van potentieel uitspoelbare stikstoffen laten uitvoeren overeenkomstig artikel 4, § 1, door een erkend laboratorium van zijn keuze op minstens drie percelen van zijn bedrijf, aangewezen door het Landbouwbestuur, Directie Controle.

§ 3. Jaarlijks licht de landbouwer wiens bedrijf onderworpen wordt aan het waarnemingsprogramma voor de potentieel uitspoelbare stikstoffen het erkend laboratorium van zijn keuze in vóór 1 september. Het door de landbouwer gekozen erkend laboratorium deelt het Landbouwbestuur telefonisch met schriftelijke bevestiging minstens tien werkdagen op voorhand de datum voor de monsterneming mee, tussen 15 oktober en 10 december, en verneemt van het Landbouwbestuur de ligging van de percelen waarop de monsternemingen moeten geschieden.

§ 4. In het geval waarin de landbouwer nalaat een erkend laboratorium te kiezen of afziet van de uitvoering van de metingen van de potentieel uitspoelbare stikstoffen overeenkomstig artikel 4, 1, worden de potentieel uitspoelbare stikstoffen van zijn bedrijf niet conform verklaard voor het betrokken jaar.

§ 5. Het laboratorium maakt de uitslagen van de analyses over aan zijn opdrachtgever en aan het bestuur binnen de tien werkdagen volgend op de monsterneming.

§ 6. Binnen de tien werkdagen na de ontvangst van de uitslagen van de analyses kan de landbouwer op eigen kosten een tegensprekelijke analyse laten uitvoeren volgens de nadere regels bedoeld in artikel 4, § 5.

§ 7. Het bestuur deelt de landbouwer mee of zijn bedrijf conform al dan niet conform is en of elk individueel perceel waarop een monsterneming is geschied conform al dan niet conform is, uiterlijk op 28 februari volgend op de monsterneming.

§ 8. Een waarnemingsprogramma voor potentieel uitspoelbare stikstof wordt afgesloten wanneer het landbouwbedrijf conform wordt verklaard door het bestuur voor twee opeenvolgende jaarlijkse bemonsteringsperiodes.

Het afsluiten van het waarnemingsprogramma voor potentieel uitspoelbare stikstof geeft recht op de terugbetaling door het bestuur van de kosten voor de monsterneming, de verpakking en de analyses van de bodemonsters van het waarnemingsprogramma voor de potentieel uitspoelbare stikstof. In dat geval verzoekt het bestuur de landbouwer uiterlijk op 28 februari volgend op de monsterneming de rekening van het erkende laboratorium voor die periode in te dienen.

HOOFDSTUK IV. — *Straffen en beroep*

**Art. 9. § 1.** Onverminderd de inachtneming van artikel R.230 van het Waterwetboek is de landbouwer wiens landbouwbedrijf niet conform wordt verklaard gedurende minstens drie al dan niet op elkaar volgende jaren tijdens éénzelfde waarnemingsprogramma voor potentieel uitspoelbare stikstof een administratieve geldboete verschuldigd. Die administratieve geldboete bedraagt 120 euro per hectare aangegeven landbouwoppervlakte van het betrokken landbouwbedrijf.

§ 2. De geldboete vastgesteld in § 1 wordt teruggebracht tot 40 euro per hectare aangegeven landbouwoppervlakte van het betrokken landbouwbedrijf indien tegelijk aan volgende voorwaarden voldaan wordt :

- de landbouwer wint raad in bij de begeleidingsstructuur vanaf het eerste jaar van het opvolgingsprogramma van de potentieel uitspoelbare stikstof. Dat wordt bewezen door het afschrift van het bemestingsplan uitgevoerd voor het eerste jaar van dat programma en aan het bestuur overgemaakt met het visum van de begeleidingsstructuur vóór 1 september van het eerste jaar van het opvolgingsprogramma;

- de potentieel uitspoelbare stikstoffen van het betrokken landbouwbedrijf verbeterden geleidelijk ten opzichte van de uitslagen van het jaar dat aanleiding gaf tot het instappen in het opvolgingsprogramma van de potentieel uitspoelbare stikstof. De Minister bepaalt de voorwaarden waarin die verbetering wordt vastgesteld.

§ 3. De geldboete bepaald in § 2 wordt tot de helft teruggebracht indien tegelijk aan volgende voorwaarden voldaan wordt :

- de voorwaarden bepaald in § 2 worden nageleefd;

- de potentieel uitspoelbare stikstof van een aan een monsterneming onderworpen perceel waarop een risicogewas bebouwd werd het laatste jaar van de monsterneming voorafgaand aan de geldboete wordt conform verklaard. Als risicogewassen worden beschouwd, maïs, aardappel, groente, vlas en koolzaad.

§ 4. Voor elk bijkomend jaar van hetzelfde programma, al dan niet onmiddellijk volgend op een ander, waarin het landbouwbedrijf opnieuw niet conform wordt verklaard, worden de geldboeten bepaald in de §§ 1, 2 of 3 vermenigvuldigd met twee tegenover het bedrag van de voorgaande geldboete.

§ 5. Het totaalbedrag van de geldboete bepaald voor een landbouwbedrijf mag niet lager zijn dan € 50,00 en niet hoger zijn dan € 50.000,00 per jaar.

§ 6. Een voorstel tot administratieve geldboete wordt door de leidend ambtenaar van het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu, Afdeling Water, per aangetekend schrijven aan de overtreder gericht. Binnen de tien dagen na het versturen van dat voorstel mag de overtreder zijn opmerking schriftelijk indienen of de verzender van dat voorstel vragen te worden gehoord. De beslissing tot administratieve geldboete wordt door de leidend ambtenaar van het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu, Afdeling Water, per aangetekend schrijven aan de overtreder medegedeeld na hem te hebben gehoord of diens schriftelijke opmerking(en) te hebben gekregen. In het geval van een veroordeling tot een administratieve geldboete beschikt de overtreder over een termijn van negentig dagen te rekenen van de mededeling van de beslissing waarbij de administratieve geldboete wordt opgelegd, om de geldboete te betalen. Die betaling geschiedt bij storting of overschrijving op de rekening van het Ministerie van het Waalse Gewest - Afdeling Thesaurie - middels de formulieren die als bijlage gevoegd zijn bij de beslissing waarbij de geldboete wordt opgelegd. Een afschrift van het betalingsbewijs moet worden overgemaakt aan het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu, Afdeling Water.

Als die termijn eenmaal verstreken is, behalve in het geval van een beroep ingediend overeenkomstig artikel 10 en als de overtreder in gebreke van betaling van de geldboete blijft, wordt de beslissing van de leidend ambtenaar of de in kracht van gewijsde getreden beslissing van de burgerlijke rechtbank overgemaakt aan de Afdeling Thesaurie van het Ministerie van het Waalse Gewest met het oog op de inning van het bedrag van de administratieve geldboete.

**Art. 10.** Worden de administratieve geldboeten betwist, dan kan de landbouwer op straffe van uitsluiting een beroep indienen binnen de dertig dagen na de kennisgeving van de beslissing van het bestuur die tot dat beroep aanleiding heeft gegeven, middels een verzoekschrift voor de politierechtbank volgens de burgerlijke rechtspleging. Het beroep dient de namen en het adres te bevatten van de verzoeker, de omstreden beslissing te beogen en de redenen van de betwisting aan te geven. Het beroep is opschortend.

HOOFDSTUK V. — *Opheffings- en slotbepalingen, inwerkingtreding*

**Art. 11.** Artikel R.214 van hoofdstuk IV van titel VII van deel II van het regelgevend deel van het Waterwetboek wordt opgeheven.

**Art. 12.** Dit besluit heeft uitwerking vanaf 1 januari 2008.

**Art. 13.** De minister, bevoegd voor het Waterbeleid, is belast met de uitvoering van dit besluit.  
Namen, 14 februari 2008.

De Minister-President,  
R. DEMOTTE

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,  
B. LUTGEN

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2008 — 971

[C — 2008/27045]

**18 FEVRIER 2008. — Arrêté ministériel portant certaines dispositions d'exécution relatives aux techniques de mesure de l'azote potentiellement lessivable et au « survey surfaces agricoles » en application du chapitre IV de la partie réglementaire du Code de l'Eau**

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,

Vu la Directive européenne (91/676/CEE) du 12 décembre 1991 concernant la protection des eaux contre la pollution par les nitrates à partir de sources agricoles;

Vu le chapitre IV du Livre II de la partie réglementaire du Code de l'Environnement constituant le Code de l'Eau en ce qui concerne la gestion durable de l'azote en agriculture, tel que modifié le 15 février 2007, et notamment les articles R.220 et R.228;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 février 2008 relatif au suivi, par des mesures de l'azote potentiellement lessivable (APL), de la conformité des exploitations agricoles situées en zone vulnérable aux bonnes pratiques agricoles nécessaires à la protection des eaux contre la pollution par les nitrates à partir de sources agricoles;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 février 2008 fixant les conditions d'agrément des laboratoires chargés des analyses de sol pour y quantifier l'azote potentiellement lessivable (APL) dans le cadre de la mise en œuvre de l'article R. 220 du Livre II du Code de l'Environnement constituant le Code de l'Eau en ce qui concerne la gestion durable de l'azote en agriculture, tel que modifié le 15 février 2007, et dans le cadre de la mise en œuvre de l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 février 2008 relatif au suivi par des mesures de l'azote potentiellement lessivable (APL) de la conformité des exploitations agricoles situées en zone vulnérable aux bonnes pratiques agricoles nécessaires à la protection des eaux contre la pollution par les nitrates à partir de sources agricoles, et plus particulièrement son article 8;

Considérant la nécessité d'établir une méthodologie précise pour l'établissement fiable de la mesure d'azote potentiellement lessivable dans les sols;

Considérant la nécessité d'établir chaque année des valeurs de référence d'APL reflétant les bonnes pratiques agricoles nécessaires à la protection des eaux contre la pollution par les nitrates à partir de sources agricoles, mises en œuvre sur chaque classe de culture ou de prairie;

Considérant la nécessité de comparer de manière objective les APL mesurés dans les sols à ces valeurs de référence,

Arrête :

CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Définitions*

**Article 1<sup>er</sup>.** Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1° « centile » : pourcentage d'individus d'un échantillon, arrondi à l'entier le plus proche, qui ont obtenu un score inférieur à un score brut donné;

2° « parcelle » ou « parcelle agricole » : toute étendue de terre arable ou de prairie gérée de manière homogène au cours d'un cycle cultural;

3° « structure d'encadrement » : les organismes auxquels sont confiées, par convention, des missions de coordination et d'encadrement en application de l'article 224, § 2, du Code de l'Eau;

4° « terres arables » : ensemble des surfaces cultivables, à l'exclusion des prairies;

5° « survey surfaces agricoles » : réseau de points représentatifs au moyen duquel sont établies des valeurs de référence annuelles d'azote potentiellement lessivable.

CHAPITRE II. — *Répartition des parcelles, prélèvement, conditionnement et analyse des échantillons*

**Art. 2.** § 1<sup>er</sup>. Les parcelles de toute exploitation agricole dans laquelle des échantillons de sols sont prélevés en vue d'un dosage d'azote potentiellement lessivable en vertu des articles R.220 et R.228 du Code de l'Eau, ainsi qu'en vertu de l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 février 2008 relatif au suivi, par des mesures de l'azote potentiellement lessivable (APL), de la conformité des exploitations agricoles situées en zone vulnérable aux bonnes pratiques agricoles nécessaires à la protection des eaux contre la pollution par les nitrates à partir de sources agricoles, sont réparties en classes conformément à l'article 3.

§ 2. Les échantillons de sol sont prélevés et conditionnés conformément à l'article 4 par l'administration de l'agriculture, par un laboratoire agréé, ou par un tiers mandaté par un laboratoire agréé ou par l'administration. Dans tous les cas, une personne mandatée par l'administration de l'agriculture peut assister à l'échantillonnage aux fins de vérification de la procédure.

§ 3. Seuls les laboratoires répondant aux exigences de l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 février 2008 fixant les conditions d'agrément des laboratoires chargés des analyses de sol pour y quantifier l'azote potentiellement lessivable (APL) dans le cadre de la mise en œuvre de l'article R.220 du Livre II du Code de l'Environnement constituant le Code de l'Eau en ce qui concerne la gestion durable de l'azote en agriculture, tel que modifié le 15 février 2007, et dans le cadre de la mise en œuvre de l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 février 2008 relatif au suivi par des mesures de l'azote potentiellement lessivable (APL) de la conformité des exploitations agricoles situées en zone vulnérable aux bonnes pratiques agricoles nécessaires à la protection des eaux contre la pollution par les nitrates à partir de sources agricoles, sont habilités à effectuer le dosage APL.

§ 4. L'appréciation de la conformité des APL aux bonnes pratiques agricoles nécessaires à la protection des eaux contre la pollution par les nitrates à partir de sources agricoles pour une parcelle donnée s'établit conformément à l'article 8, en comparant les APL mesurés aux valeurs d'APL de référence établies conformément au même article.

**Art. 3.** Les parcelles de toute exploitation agricole dans laquelle des échantillons de sol sont prélevés en vue d'un dosage d'azote potentiellement lessivable sont réparties en huit classes. Les distinctions entre ces classes s'opèrent conformément à l'annexe I<sup>re</sup>.

**Art. 4.** § 1<sup>er</sup>. Chaque parcelle de terre arable dans laquelle des échantillons de sol sont prélevés en vue d'un dosage d'azote potentiellement lessivable, est échantillonnée à raison de 15 prélèvements au moins.

Chaque parcelle de prairie dans laquelle des échantillons de sol sont prélevés en vue d'un dosage d'azote potentiellement lessivable, est échantillonnée à raison de 30 prélèvements au moins.

L'échantillonnage d'une parcelle couvre de manière homogène l'entièreté de celle-ci, à l'exception des abords immédiats de son pourtour, des zones d'abreuvement, des zones d'affouragement, des sites de stockage ou de toute autre portion de surface traitée de manière significativement différente du reste de la parcelle.

Si, sur une parcelle sélectionnée, deux ou plusieurs gestions différentes sont appliquées, seule la zone dont la gestion correspond le mieux à la gestion prise en compte lors du choix préalable des parcelles est échantillonnée.

§ 2. Chaque prélèvement dans une parcelle de terre arable est subdivisé en trois couches, une première couche de 0 à 30 cm de profondeur, une deuxième de 30 à 60 cm de profondeur et une troisième de 60 à 90 cm de profondeur pour autant que la profondeur de sol le permette.

Ces prélèvements se font à l'aide d'une sonde dont le diamètre est tel que la masse de terre prélevée soit au moins de 300 gr par couche et par parcelle échantillonnée.

En cas d'impossibilité de sonder une couche de manière représentative (prélèvement d'au moins 2/3 de la quantité de terre prévue pour la couche) sur une parcelle donnée, cette couche n'est pas prise en compte dans l'interprétation des résultats.

§ 3. Chaque prélèvement dans une parcelle de prairie s'effectue sur une couche unique de 30 cm de profondeur ou d'une profondeur moindre correspondant à l'épaisseur de sol meuble, si la profondeur de 30 cm ne peut pas être atteinte.

Ces prélèvements se font à l'aide d'une sonde dont le diamètre est tel que la masse de terre prélevée soit au moins de 300 gr par prélèvement et par parcelle échantillonnée.

§ 4. Pour chaque prélèvement, la sonde doit être uniformément garnie de terre.

§ 5. Au moment du prélèvement, le degré de ressuyage du sol doit être suffisant pour palier au risque de souillure d'une couche par une autre (« coulage ») et pour permettre aux traitements ultérieurs de se réaliser dans de bonnes conditions (tamisage, homogénéisation de l'échantillon).

§ 6. En cas d'impossibilité de réaliser des prélèvements conformes aux §§ 1<sup>er</sup> à 5 sur une parcelle donnée, la parcelle de remplacement est échantillonnée.

§ 7. Les prélèvements d'échantillons de sol réalisés en application de l'article R.220 du Code de l'Eau sont exécutés entre le 15 octobre et le 30 novembre en tenant compte de la gestion des cultures.

Les prélèvements d'échantillons de sol réalisés en application de l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 février 2008 relatif au suivi, par des mesures de l'azote potentiellement lessivable (APL), de la conformité des exploitations agricoles situées en zone vulnérable aux bonnes pratiques agricoles nécessaires à la protection des eaux contre la pollution par les nitrates à partir de sources agricoles, sont exécutés entre le 15 octobre et le 30 novembre en tenant compte de la gestion des cultures.

Cette période est étendue jusqu'au 20 décembre pour les besoins du « survey surfaces agricoles » institué en application de l'article 228 du Code de l'Eau.

Ces prélèvements sont réalisés à l'aide d'engins motorisés ou manuellement. Ils ne peuvent être réalisés à l'aide d'engins motorisés si un tel procédé est objectivement préjudiciable à la culture en place ou au sol.

Le matériel de prélèvement présente des caractéristiques telles qu'il ne risque ni de perturber les couches de sol, ni d'enrichir les échantillons en azote minéral. Il s'agit soit d'une sonde tubulaire de type gouge fermée ou en demi-lune, soit d'une tarière hélicoïdale de type vrille.

L'agriculteur ou son représentant indique l'emplacement et la profondeur d'éventuels drains, dans la parcelle échantillonnée ou de tout autre élément susceptible d'être endommagé par le processus d'échantillonnage.

§ 8. Pour chaque parcelle échantillonnée, la terre prélevée est conditionnée dans autant de sachets distincts qu'il y a de couches. A l'issue de l'échantillonnage de chaque parcelle, les sachets sont hermétiquement fermés et numérotés de manière indélébile et non équivoque. Ils sont ensuite immédiatement placés dans un contenant thermiquement isolé et hermétiquement fermé.

§ 9. Les échantillons sont acheminés, dans leur contenant thermiquement isolé et hermétiquement fermé, le jour même de l'échantillonnage, vers le laboratoire agréé chargé de l'analyse.

§ 10. Le laboratoire agréé chargé de l'analyse ou l'Administration de l'Agriculture si celle-ci effectue le prélèvement, avertit l'agriculteur au minimum sept jours avant la date d'échantillonnage. Au terme de l'échantillonnage, un procès-verbal d'échantillonnage est dûment rempli, daté et signé par l'échantillonneur ainsi que par l'agriculteur ou son représentant, pour approbation. Dans le cas où le procès-verbal n'est pas signé par l'agriculteur ou son représentant les raisons en sont détaillées dans celui-ci, qui fait foi sur seule signature de l'échantillonneur et du représentant de l'Administration de l'Agriculture s'il est présent. Ce procès-verbal est établi en deux exemplaires, l'un pour l'agriculteur et l'autre pour l'organisme échantillonneur. Il comporte au moins les informations suivantes :

— les coordonnées de l'agriculteur;

- les coordonnées du laboratoire agréé chargé de l'échantillonnage et de l'analyse;
- le nom de l'échantillonneur;
- les références administratives des parcelles échantillonnées, la dernière culture récoltée, la culture ou le couvert végétal en place ou semé et les apports (type, quantité, date) de matière organique réalisés postérieurement à la dernière culture récoltée;
- les références administratives des éventuelles parcelles non échantillonnées, et les motifs de l'absence d'échantillonnage;
- les références des sachets de terre constitués;
- des informations utiles relatives à l'échantillonnage (date, type de sonde, mode d'échantillonnage, nombre de prélèvements, profondeurs de prélèvement, difficultés rencontrées notamment en application du présent article, commentaires éventuels).

Dans le cas où l'échantillonnage est réalisé sous la responsabilité d'un laboratoire agréé et qu'un représentant de l'Administration de l'Agriculture y assiste, le procès-verbal doit en outre être signé par ce représentant. A défaut, l'échantillonnage doit être recommencé aux frais du laboratoire agréé.

§ 11. Si l'échantillonnage est réalisé sous la responsabilité d'un laboratoire agréé, celui-ci conserve les procès-verbaux d'échantillonnage pendant au moins quatre ans et les tient notamment à la disposition de la structure d'encadrement. En cas de difficulté importante rencontrée pour le respect du présent article, le laboratoire agréé en avertit l'Administration dans les meilleurs délais.

**Art. 5.** § 1<sup>er</sup>. Les échantillons sont analysés par le laboratoire agréé immédiatement après réception ou, à défaut, stockés en chambre froide à une température comprise entre 1 °C et 4 °C pendant une durée maximale de cinq jours avant analyse.

§ 2. Le laboratoire agréé effectue une analyse de nitrates (NO<sub>3</sub><sup>-</sup>) par sachet réceptionné.

§ 3. Avant analyse, l'intégralité du contenu de chaque sachet est soigneusement homogénéisé par tamisage au travers d'un tamis de mailles de 8 mm. Si après tamisage, il subsiste un refus sur le tamis, ce refus est pesé et la charge caillouteuse en est déduite.

Si la charge caillouteuse est inférieure à 10 %, les calculs sont adaptés en conséquence. Si elle est supérieure à 10 %, la charge caillouteuse est déduite de la carte numérique des sols de Wallonie.

§ 4. Immédiatement après tamisage, l'extraction de l'ion nitrate se réalise sur la matière brute non séchée d'une partie aliquote de minimum 30 grammes d'échantillon par solution KCl 0,1N. Le rapport d'extraction (poids de terre/volume de solution d'extraction) est de 1/5.

§ 5. Les flacons servant à l'extraction sont bouchés et soumis à l'action d'un agitateur rotatif pendant 30 minutes. La solution est ensuite laissée au repos pendant 30 minutes pour décantation.

§ 6. Le dosage de l'ion nitrate est effectué sur le surnageant qui, selon la méthode de dosage, est préalablement filtré ou centrifugé.

§ 7. Si le dosage n'est pas effectué endéans les trois heures qui suivent l'extraction, les extraits sont stockés en chambre froide, à une température maximale de 4 °C, à l'abri de la lumière pendant une durée maximale de 48 heures ou sont congelés.

§ 8. Le dosage du nitrate est effectué par le laboratoire agréé selon une méthode standardisée telle que :

- la méthode colorimétrique de dosage direct du nitrate par l'acide chromotrope (west & lyles, 1960);
- la méthode colorimétrique de dosage direct du nitrate par la brucine (baker, 1967);
- la méthode titrimétrique de réduction du nitrate en ammonium par l'alliage de devarda, après distillation et entraînement à la vapeur;
- la méthode colorimétrique de réduction du nitrate en nitrite (à l'aide notamment de cadmium ou d'hydrazine) avec dosage de l'ion nitrite par la réaction de Griess-Ilosvay modifiée (Bremner, 1965; Guiot 1975).

§ 9. Le résultat obtenu est exprimé en kg N-NO<sub>3</sub>/ha. Cette unité est dérivée d'une concentration en mg N-NO<sub>3</sub>/l réellement dosée en application du § 8.

Le passage d'une unité à l'autre se fait en intégrant des paramètres tels que l'épaisseur de la couche de sol, le pourcentage de matière sèche, le rapport cailloux/terre et la densité apparente à l'état sec. Pour ce faire, les valeurs standard suivantes de poids spécifique apparent sur sol sec par couche sont appliquées : 1,35 t/m<sup>3</sup> pour la couche supérieure (0-30 cm), 1,5 t/m<sup>3</sup> pour les autres couches (30-60 cm et 60-90 cm) en terre arable et 1,3 t/m<sup>3</sup> en prairie.

§ 10. En cas de difficulté importante rencontrée dans l'application du présent article, le laboratoire agréé en avertit l'administration dans les meilleurs délais.

**Art. 6.** § 1<sup>er</sup>. Dans les sept jours ouvrables suivant l'échantillonnage d'une parcelle, l'administration de l'agriculture peut réaliser, ou faire réaliser d'autres échantillonnages sur cette même parcelle conformément à l'article 4, à des fins de contrôle.

Les échantillons prélevés sont envoyés pour analyse dans deux autres laboratoires agréés choisis par l'administration de l'agriculture.

§ 2. Si, pour trois contrôles réalisés conformément au § 1<sup>er</sup> réalisés au cours de la même saison, les résultats obtenus par les deux autres laboratoires agréés ne diffèrent pas entre eux de plus de 20 pourcents et que leur moyenne diffère de plus de 25 pourcents des résultats du premier laboratoire, l'article 14 ou l'article 16, § 2, selon le cas, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 février 2008 fixant les conditions d'agrément des laboratoires chargés des analyses de sol pour y quantifier l'azote potentiellement lessivable (APL) dans le cadre de la mise en œuvre de l'article R.220 du livre II du Code de l'Environnement constituant le Code de l'Eau en ce qui concerne la gestion durable de l'azote en agriculture, tel que modifié le 15 février 2007, et dans le cadre de la mise en œuvre de l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 février 2008 relatif au suivi par des mesures de l'azote potentiellement lessivable (APL) de la conformité des exploitations agricoles situées en zone vulnérable aux bonnes pratiques agricoles nécessaires à la protection des eaux contre la pollution par les nitrates à partir de sources agricoles, est applicable. Les résultats des analyses les plus favorables à l'agriculteur sont pris en compte par l'administration.

CHAPITRE III. — « *Survey surfaces agricoles* » et appréciation de la conformité aux bonnes pratiques agricoles nécessaires à la protection des eaux contre la pollution par les nitrates à partir de sources agricoles

**Art. 7.** § 1<sup>er</sup>. A chaque modification importante et au moins une fois tous les quatre ans, la structure d'encadrement soumet le protocole de mise en œuvre du « survey surfaces agricoles » qu'elle a établi au ministre pour approbation, en application de l'article 228 du Code de l'Eau.

Un protocole de mise en œuvre du « survey surfaces agricoles » n'est valablement applicable que s'il est approuvé par le Ministre.

Les modifications éventuelles du protocole de mise en œuvre du « survey surfaces agricoles » se basent notamment sur les conditions météorologiques ayant prévalu dans l'année, le type de culture, la localisation géographique et les conditions pédologiques.

Dans les modifications éventuelles de ce protocole, la structure d'encadrement recherche une mise en œuvre optimale du présent arrêté et du chapitre IV du Code de l'Eau dans un souci de précision et de faisabilité, en tenant compte des connaissances acquises notamment par les « survey nitrates » antérieurs, ainsi que des évolutions agronomiques, techniques et scientifiques.

§ 2. La structure d'encadrement met en œuvre le « survey surfaces agricoles » conformément au § 1<sup>er</sup>. Cette mise en œuvre permet notamment la détermination annuelle des valeurs d'APL de référence indispensables à l'évaluation de la conformité aux bonnes pratiques agricoles nécessaires à la protection des eaux contre les nitrates à partir de sources agricoles.

Chaque année, les valeurs des APL de référence, exprimées en kg N-NO<sub>3</sub>/ha, sont établies par la structure d'encadrement et transmises au ministre pour approbation au plus tard le 31 janvier sur base du « survey surfaces agricoles » du dernier automne.

Les valeurs d'APL de référence ne sont valablement applicables que si elles sont approuvées par le ministre.

Les valeurs d'APL de référence sont établies de manière à refléter une gestion optimale de l'azote en vue de la protection des eaux pour l'année considérée et pour chaque classe de l'annexe I<sup>er</sup>.

§ 3. Dans le cadre du « survey surface agricoles », les échantillons de sol sont prélevés et conditionnés conformément à l'article 3, sous la responsabilité d'un laboratoire agréé, par celui-ci ou par un tiers mandaté par celui-ci.

Les profils azotés établis dans le cadre du « survey surfaces agricoles » sont établis conformément aux exigences fixées aux art.5 et 6 par un laboratoire agréé.

**Art. 8.** Chaque année, pour chaque parcelle échantillonnée en application de l'arrêté du Gouvernement wallon relatif au suivi, par des mesures de l'azote potentiellement lessivable (APL), de la conformité des exploitations agricoles situées en zone vulnérable aux bonnes pratiques agricoles nécessaires à la protection des eaux contre la pollution par les nitrates à partir de sources agricoles, l'administration évalue la conformité aux bonnes pratiques agricoles nécessaires à la protection des eaux contre les nitrates à partir de sources agricoles suivant la procédure fixée à l'annexe II. — Pour les parcelles échantillonnées en vertu de l'article 220 du Code de l'Eau, l'évaluation est réalisée par la structure d'encadrement.

CHAPITRE IV. — *Autres dispositions générales*

**Art. 9.** L'agriculteur, la structure d'encadrement, le laboratoire agréé et tout autre acteur concerné par le présent arrêté mettent tout en œuvre pour que les opérations décrites dans le présent arrêté se réalisent dans les meilleures conditions. Ils veillent notamment à une bonne circulation des informations et au respect des délais. Ils agissent en toute indépendance, sans convergence d'intérêts autre que la bonne mise en œuvre du présent arrêté.

**Art. 10.** L'arrêté ministériel du 6 avril 2004 portant certaines dispositions d'exécution relatives à la « démarche qualité » et au « survey surfaces agricoles » de l'arrêté du 10 octobre 2002 relatif à la gestion durable de l'azote en agriculture est abrogé.

Namur, le 18 février 2008.

B. LUTGEN

Annexe I<sup>e</sup>

Tableau de répartition des terres arables et des prairies en classes

Classe 1	Betterave sucrière
Classe 2	Céréales suivies d'une culture piège à nitrates
Classe 3	Céréales non suivies d'une culture piège à nitrates; chicorée
Classe 4	Maïs
Classe 5	Pomme de terre
Classe 6	Colza
Classe 7	Légumes cultivés pour leurs feuilles, tiges ou fruits
Classe 8	Prairies pâturées ou fauchées

Les itinéraires culturaux non repris dans le tableau ci-dessus peuvent être assimilés aux classes existantes par la structure d'encadrement.

## Annexe II

**Evaluation de la conformité aux bonnes pratiques agricoles nécessaires à la protection des eaux contre les nitrates à partir de sources agricoles, de l'APL mesuré dans les parcelles de terre arable et de prairie**

## 1. Terres arables

L'APL mesuré dans les parcelles de terre arable est déclaré conforme aux bonnes pratiques agricoles nécessaires à la protection des eaux contre les nitrates à partir de sources agricoles si :

La valeur R de l'APL mesuré dans la parcelle (kg N-NO<sub>3</sub>/ha) est inférieure ou égale à A + D.

Où :

A est déduit, pour la date à laquelle la parcelle a été échantillonnée, du centile 75 des observations du survey surfaces agricoles établi en application de l'article R.228 du code de l'eau, pour la classe définie à l'annexe I<sup>er</sup>, et est exprimé en kg N-NO<sub>3</sub>/ha;

D est un coefficient représentant l'incertitude liée à l'estimation de l'APL moyen d'une parcelle et est égal à 0,198 x la médiane des observations du survey surfaces agricoles établi en application de l'article R. 228 du code de l'eau, pour la classe définie à l'annexe I<sup>e</sup>. — D est exprimé en kg N-NO<sub>3</sub>/ha.

Dans le cas contraire, l'APL mesuré est déclaré non conforme aux bonnes pratiques agricoles nécessaires à la protection des eaux contre les nitrates à partir de sources agricoles.

## 2. Prairies

L'APL mesuré dans les parcelles de prairie est déclaré conforme aux bonnes pratiques agricoles nécessaires à la protection des eaux contre les nitrates à partir de sources agricoles si :

La valeur R de l'APL mesuré dans la parcelle (kg N-NO<sub>3</sub>/ha) est inférieure ou égale à A + D.

Où

A est déduit, pour la date à laquelle la parcelle a été échantillonnée, du centile 75 des observations du survey surfaces agricoles établi en application de l'article R.228 du code de l'eau pour les prairies, exprimé en kg N-NO<sub>3</sub>/ha;

D est une valeur représentant l'incertitude liée à l'estimation de l'APL d'une parcelle et est égal 23,8 kg N-NO<sub>3</sub>/ha.

Dans le cas contraire, l'APL mesuré est déclaré non conforme aux bonnes pratiques agricoles nécessaires à la protection des eaux contre les nitrates à partir de sources agricoles.

## 3. Estimation de l'amélioration

La différence relative par rapport à la médiane annuelle des observations du survey surfaces agricoles établi en application de l'article R. 228 du code de l'eau pour la classe considérée est également calculée, selon la formule suivante :

Différence relative = [APL mesuré (kg N-NO<sub>3</sub>/ha) - médiane des observations du survey surfaces agricoles pour la classe et l'année considérée (kg N-NO<sub>3</sub>/ha)] / médiane des observations du survey surfaces agricoles pour la classe et l'année considérée (kg N-NO<sub>3</sub>/ha).

La somme de ces différences relatives pour toutes les parcelles d'une exploitation agricole et pour une année donnée constitue une estimation de l'écart des APL de cette exploitation par rapport aux bonnes pratiques agricoles nécessaires à la protection des eaux contre les nitrates à partir de sources agricoles.

Les APL d'une exploitation agricole non conforme sont dits en amélioration si cet écart diminue par rapport à une année antérieure de référence donnée.

## ÜBERSETZUNG

## MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2008 — 971

[C - 2008/27045]

**18. FEBRUAR 2008 — Ministerialerlass mit Durchführungsbestimmungen bezüglich der Techniken zur Messung des potentiell auswaschbaren Stickstoffs und des "Survey landwirtschaftliche Flächen" in Anwendung von Kapitel IV des verordnungsrechtlichen Teils des Wassergesetzbuches**

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,

Aufgrund der Europäischen Richtlinie (91/676/EWG) vom 12. Dezember 1991 zum Schutz der Gewässer vor Verunreinigung durch Nitrat aus landwirtschaftlichen Quellen;

Aufgrund des Buchs II, Kapitel IV des verordnungsrechtlichen Teils des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, was die nachhaltige Verwaltung des Stickstoffs in der Landwirtschaft betrifft, in seiner am 15. Februar 2007 abgeänderten Fassung, insbesondere der Artikel R.220 und R.228;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 14. Februar 2008 über die Überwachung durch Messungen des potentiell auswaschbaren Stickstoffs (PAS) der Übereinstimmung der in einem gefährdeten Gebiet gelegenen landwirtschaftlichen Betriebe mit den Regeln der guten fachlichen Praxis in der Landwirtschaft, die zum Schutz der Gewässer vor Verunreinigung durch Nitrat aus landwirtschaftlichen Quellen notwendig sind;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 14. Februar 2008 zur Festlegung der Bedingungen für die Zulassung von Laboren, die mit den Bodenanalysen zur Quantifizierung des potentiell auswaschbaren Stickstoffs (PAS) beauftragt sind, im Rahmen der Umsetzung von Artikel R.220 des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, was die nachhaltige Verwaltung des Stickstoffs in der Landwirtschaft betrifft, in seiner am 15. Februar 2007 abgeänderten Fassung, sowie im Rahmen der Umsetzung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 14. Februar 2008 über die Überwachung durch Messungen des potentiell auswaschbaren Stickstoffs (PAS) der Übereinstimmung der in einem gefährdeten Gebiet gelegenen landwirtschaftlichen Betriebe mit den Regeln der guten fachlichen Praxis in der Landwirtschaft, die zum Schutz der Gewässer vor Verunreinigung durch Nitrat aus landwirtschaftlichen Quellen notwendig sind, insbesondere seines Artikels 8;

In Erwägung der Notwendigkeit, eine genaue Methodologie für eine zuverlässige Bestimmung der Messung des potentiell auswaschbaren Stickstoffs im Boden festzulegen;

In Erwägung der Notwendigkeit, jedes Jahr Bezugswerte für den PAS festzulegen, die die Regeln der guten fachlichen Praxis in der Landwirtschaft widerspiegeln, die zum Schutz der Gewässer vor Verunreinigung durch Nitrat aus landwirtschaftlichen Quellen notwendig sind, und auf jede Klasse von Acker- oder Weideland angewandt werden;

In Erwägung der Notwendigkeit, die in den Böden gemessenen PAS-Werte auf objektive Weise mit den Bezugswerten zu vergleichen,

Beschließt:

#### KAPITEL I — *Definitionen*

**Artikel 1** - Zur Anwendung vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1° "Zentil": auf die nächste Ganzzahl auf- bzw. abgerundeter Prozentsatz der Individuen einer Probe, die eine Note unterhalb einer bestimmten Bruttonote erhalten haben;

2° "Parzelle" oder "landwirtschaftliche Parzelle": jede zusammenhängende Fläche Ackerbauland oder Weideland, die im Laufe eines Anbauzyklus homogen bewirtschaftet wird;

3° "Begleitstruktur": die Einrichtungen, denen in Anwendung von Artikel R.224 § 2 des Wassergesetzbuches im Rahmen einer Vereinbarung Koordinierungs- und Betreuungsaufgaben anvertraut werden;

4° "Ackerflächen": alle bebaubaren Flächen mit Ausnahme der Weiden;

5° "Survey landwirtschaftliche Flächen": Netz repräsentativer Messstellen, mittels dessen jährliche Bezugswerte für den potentiell auswaschbaren Stickstoff festgelegt werden.

#### KAPITEL II — *Verteilung der Parzellen, Entnahme, Verpackung und Analyse von Proben*

**Art. 2** - § 1. Die Parzellen aller landwirtschaftlichen Betriebe, in denen Bodenproben entnommen werden zwecks einer Dosierung von potentiell auswaschbarem Stickstoff kraft der Artikel R.220 und R.228 des Wassergesetzbuches, sowie kraft des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 14. Februar 2008 über die Überwachung durch Messungen des potentiell auswaschbaren Stickstoffs der Übereinstimmung der in einem gefährdeten Gebiet gelegenen landwirtschaftlichen Betriebe mit den Regeln der guten fachlichen Praxis in der Landwirtschaft, die zum Schutz der Gewässer vor Verunreinigung durch Nitrat aus landwirtschaftlichen Quellen notwendig sind, gemäß Artikel 3 in Klassen verteilt.

§ 2. Die Bodenproben werden in Übereinstimmung mit Artikel 4 von der Landwirtschaftsverwaltung, einem zugelassenen Labor oder einer von der Landwirtschaftsverwaltung oder einem zugelassenen Labor beauftragten Drittperson entnommen und verpackt. In allen Fällen darf eine von der Landwirtschaftsverwaltung bevollmächtigte Person bei der Probeentnahme anwesend sein, um das Verfahren zu überprüfen.

§ 3. Über die Zulassung zur Durchführung der PAS-Dosierung verfügen nur die Laboratorien, die den Anforderungen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 14. Februar 2008 zur Festlegung der Bedingungen für die Zulassung von Laboren, die mit den Bodenanalysen zur Quantifizierung des potentiell auswaschbaren Stickstoffs (PAS) beauftragt sind, im Rahmen der Umsetzung von Artikel R.220 des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, was die nachhaltige Verwaltung des Stickstoffs in der Landwirtschaft betrifft, in seiner am 15. Februar 2007 abgeänderten Fassung, sowie im Rahmen der Umsetzung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 14. Februar 2008 über die Überwachung durch Messungen des potentiell auswaschbaren Stickstoffs (PAS) der Übereinstimmung der in einem gefährdeten Gebiet gelegenen landwirtschaftlichen Betriebe mit den Regeln der guten fachlichen Praxis in der Landwirtschaft, die zum Schutz der Gewässer vor Verunreinigung durch Nitrat aus landwirtschaftlichen Quellen notwendig sind, genügen.

§ 4. Die Beurteilung der Übereinstimmung der PAS-Werte mit den Regeln der guten fachlichen Praxis in der Landwirtschaft, die zum Schutz der Gewässer vor Verunreinigung durch Nitrat aus landwirtschaftlichen Quellen notwendig sind, betreffend eine bestimmte Parzelle erfolgt in Übereinstimmung mit Artikel 8 durch den Vergleich der gemessenen PAS-Werte mit den PAS-Bezugswerten, die in Übereinstimmung mit demselben Artikel festgelegt werden.

**Art. 3** - Die Parzellen aller landwirtschaftlichen Betriebe, in denen Bodenproben zwecks einer Dosierung des potentiell auswaschbaren Stickstoffs entnommen werden, werden in acht Klassen unterteilt. Die Unterscheidung zwischen diesen Klassen geschieht nach Anlage I.

**Art. 4** - § 1. Auf jeder Ackerlandparzelle, in der eine Entnahme von Bodenproben zwecks einer Dosierung des potentiell auswaschbaren Stickstoffs erfolgt, werden wenigstens 15 Proben entnommen.

Auf jeder Weideparzelle, wo eine Entnahme von Bodenproben zwecks einer Dosierung des potentiell auswaschbaren Stickstoffs erfolgt, werden wenigstens 30 Proben entnommen.

Die Proben werden homogen auf der gesamten Fläche der Parzelle entnommen, außer in der unmittelbaren Umgebung zu dem Parzellenrand, zu den Trinkstellen, zu den Futterplätzen, zu den Lagerplätzen und zu jeder sonstigen Fläche, die grundlegend anders als der Rest der Parzelle behandelt wird.

Wenn eine ausgewählte Parzelle auf zwei oder mehrere verschiedene Arten bewirtschaftet wird, werden nur auf der Zone, deren Bewirtschaftung am ehesten der bei der vorherigen Auswahl berücksichtigten Bewirtschaftungsmethode entspricht, Proben entnommen.

§ 2. Jede Probenahme auf einer Ackerlandparzelle wird in drei Schichten unterteilt; eine erste Schicht in einer Tiefe von 0 bis 30 cm, eine zweite Schicht in einer Tiefe von 30 bis 60 cm und eine dritte Schicht in einer Tiefe von 60 bis 90 cm, insofern die Bodentiefe dies zulässt.

Diese Proben werden mit einer Sonde entnommen, deren Durchmesser ausreicht, um wenigstens 300 gr Erde pro Schicht und pro Parzelle, auf der Proben entnommen werden, zu entnehmen.

Falls es nicht möglich ist, in einer Schicht einer bestimmten Parzelle eine repräsentative Probe zu entnehmen (Entnahme von wenigstens 2/3 der Erdmenge, die für die Schicht vorgesehen ist), so wird diese Schicht bei der Auswertung der Ergebnisse nicht berücksichtigt.

§ 3. Jede Probenahme auf einer Weideparzelle wird in einer einzigen Schicht von 30 cm Tiefe durchgeführt, oder in einer geringeren Schicht, die der Dicke des losen Erdreichs entspricht, falls eine Tiefe von 30 cm nicht erreicht werden kann.

Diese Proben werden mit einer Sonde entnommen, deren Durchmesser ausreicht, um wenigstens 300 gr Erde pro Probenahme und pro Parzelle, auf der Proben entnommen werden, zu entnehmen.

§ 4. Bei jeder Probenahme muss diese Sonde gleichmäßig mit Erde gefüllt sein.

§ 5. Zum Zeitpunkt der Probenahme muss der Boden soweit ausgetrocknet sein, dass die Gefahr einer Verunreinigung der Probe einer Schicht durch Erde einer anderen Schicht ("Vermengen") vermieden wird, und dass es möglich ist, die weitere Behandlung der Proben unter guten Bedingungen vorzunehmen (Sieben, Homogenisierung der Proben).

§ 6. Ist es auf einer bestimmten Parzelle nicht möglich, die Proben unter den in § 1 bis 5 angeführten Bedingungen zu entnehmen, werden auf der eventuell bestimmten Ersatzparzelle Proben entnommen.

§ 7. Die Entnahme von Bodenproben in Anwendung von Artikel R.220 des Wassergesetzbuches erfolgt zwischen dem 15. Oktober und dem 30. November unter Berücksichtigung der Anbauanforderungen.

Die Entnahme von Bodenproben in Anwendung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 14. Februar 2008 über die Überwachung durch Messungen des potentiell auswaschbaren Stickstoffs der Übereinstimmung der in einem gefährdeten Gebiet gelegenen landwirtschaftlichen Betriebe mit den Regeln der guten fachlichen Praxis in der Landwirtschaft, die zum Schutz der Gewässer vor Verunreinigung durch Nitrat aus landwirtschaftlichen Quellen notwendig sind, erfolgt zwischen dem 15. Oktober und dem 30. November unter Berücksichtigung der Anbauanforderungen.

Dieser Zeitraum wird bis zum 20. Dezember verlängert, um den Bedürfnissen des in Anwendung von Artikel 228 des Wassergesetzbuches eingeführten "Survey landwirtschaftliche Flächen" zu genügen.

Die Proben werden mit Hilfe motorisierter Gerätschaften oder manuell entnommen. Die Entnahme von Proben mit motorisierten Gerätschaften ist nicht erlaubt, wenn dies der vorhandenen Kultur oder dem Boden objektiv schadet.

Die Eigenschaften des zur Entnahme von Proben eingesetzten Geräts müssen gewährleisten, dass die Erdschichten nicht gefährdet werden, und dass keine Gefahr besteht, dass die Proben mit mineralischem Stickstoff angereichert werden. Es handelt sich um eine öhrenförmige Sonde vom Typ eines geschlossenen oder halbmondförmigen Hohlmeißels, oder um einen spiralförmigen Schneckenbohrer.

Der Landwirt oder sein Vertreter gibt die Lage und die Tiefe etwaiger Dränleitungen oder sonstiger Elemente an, die durch das Probenahmeverfahren beschädigt werden könnten, in der Parzelle, in der die Proben entnommen werden.

§ 8. Für jede Parzelle, auf der Proben entnommen werden, wird die entnommene Erde pro Schicht getrennt in einen Beutel verpackt. Nachdem auf jeder Parzelle Proben entnommen wurden, werden die Beutel hermetisch verschlossen und mit unauslöschlicher Tinte eindeutig erkennbar nummeriert. Anschließend werden die Proben sofort in einem temperaturisolierten und hermetisch verschlossenen Behälter verstaut.

§ 9. Die Proben werden in ihrem temperaturisolierten und hermetisch verschlossenen Behälter noch am gleichen Tag in das mit der Analyse beauftragte zugelassene Labor gebracht.

§ 10. Das mit der Analyse beauftragte Labor oder die Landwirtschaftsverwaltung, wenn letztere die Probenahme vornimmt, informiert den Landwirt wenigstens sieben Tage im voraus über das Datum der Probenahme. Im Anschluss an die Probenahme wird ein Protokoll ordnungsgemäß ausgefüllt, datiert und von dem Verantwortlichen der Probenahme unterzeichnet sowie von dem Landwirt oder dessen Vertreter zwecks Genehmigung gegengezeichnet. Falls das Protokoll vom Landwirt oder seinem Vertreter nicht unterzeichnet wird, werden die Gründe dafür darin angegeben; in diesem Fall ist das Protokoll nur aufgrund der einzigen Unterschrift des Verantwortlichen der Probenahme oder des Vertreters der Landwirtschaftsverwaltung, wenn dieser anwesend ist, maßgebend. Dieses Protokoll wird in zwei Ausfertigungen erstellt: eines für den Landwirt und ein zweites für die Stelle, die die Probenahme vornimmt. Es umfasst mindestens die nachfolgenden Informationen:

- die Angaben zu dem Landwirt;
- die Angaben zu dem zugelassenen Labor, das mit der Probenahme und der Analyse beauftragt ist;
- den Namen des Verantwortlichen der Probenahme;
- die Verwaltungsreferenzen der Parzellen, auf denen Proben entnommen wurden, die letzte geerntete Kultur, die derzeit vorhandene oder eingesäte Kultur oder Pflanzendecke und die Einbringungen (Art, Menge, Datum) organischer Stoffe, die nach dem Abernten der letzten Kultur stattgefunden haben;
- die Verwaltungsreferenzen der etwaigen Parzellen, auf denen keine Proben entnommen wurden, und die Gründe dafür;
- die Referenzen der zusammengestellten Beutel mit Erdreich;
- die zweckdienlichen Informationen über die Probenahme (Datum; Sondentyp, Art der Probenahme, Anzahl Proben, Tiefe der Probenahme, aufgetretene Schwierigkeiten, insbesondere in Anwendung des vorliegenden Erlasses, ggf. Bemerkungen).

Falls die Probenahme unter der Verantwortung eines zugelassenen Labors durchgeführt wird, und ein Vertreter der Landwirtschaftsverwaltung dabei anwesend ist, muss das Protokoll zudem von diesem Vertreter unterzeichnet werden. Mangels dessen muss die Probenahme auf Kosten des zugelassenen Labors neu durchgeführt werden.

§ 11. Wenn die Probenahme unter der Verantwortung eines zugelassenen Labors durchgeführt wird, bewahrt dieses die Protokolle über die Probenahme während wenigstens vier Jahren auf und hält sie insbesondere der Begleitstruktur zur Verfügung. Ist das zugelassene Labor betreffend der Beachtung der Auflagen des vorliegenden Artikels mit größeren Schwierigkeiten konfrontiert worden, so setzt es die Verwaltung so schnell wie möglich davon in Kenntnis.

**Art. 5 - § 1.** Die Proben werden durch das Labor unmittelbar, nachdem sie angeliefert wurden, analysiert oder insofern eine sofortige Analyse nicht möglich ist, nachdem sie während maximal fünf Tagen in einem Kühlraum mit einer Temperatur zwischen 1°C und 4°C gelagert worden sind.

§ 2. Das zugelassene Labor führt eine Analyse der Nitrate (NO<sub>3</sub><sup>-</sup>) für jeden eingegangenen Beutel durch.

§ 3. Vor der Analyse wird der Inhalt jedes Beutels sorgfältig durch Sieben mit einem 8mm-Sieb homogenisiert. Falls nach dem Sieben ein Siebrückstand auf dem Sieb verbleibt, so wird dieser Rückstand gewogen und der Steinanteil davon abgerechnet.

Wenn der Steinanteil weniger als 10% beträgt, werden die Berechnungen dementsprechend angepasst. Wenn der Steinanteil mehr als 10% darstellt, wird er von der digitalen Karte der Wallonischen Böden abgeleitet.

§ 4. Unmittelbar nach dem Sieben wird die Extraktion des Nitrations auf dem rohen nicht getrockneten Material eines aliquoten Teils von wenigstens 30 Gramm Probematerial anhand einer 0,1 N Lösung von KCl durchgeführt. Das Extraktionsverhältnis (Gewicht Erde/Volumen der Extraktionslösung) beträgt 1/5.

§ 5. Die Flaschen, die zur Extraktion dienen, werden verschlossen und während 30 Minuten in einem Rotationsschüttler geschüttelt. Anschließend muss die Lösung während dreißig Minuten ruhen um ein Absetzen zu erreichen.

§ 6. Die Dosierung des Nitrations wird auf der Schwimmschicht durchgeführt, die je nach Dosierungsmethode vorher gefiltert oder zentrifugiert wird.

§ 7. Wird die Dosierung nicht innerhalb von drei Stunden nach der Extraktion durchgeführt, so werden die Extrakte entweder in einem Kühlraum bei einer Höchsttemperatur von 4°C lichtgeschützt und während einer Höchstdauer von 48 Stunden gelagert, oder sie werden eingefroren.

§ 8. Die Dosierung des Nitrats wird von dem zugelassenen Labor nach einem der nachfolgenden Standardverfahren durchgeführt:

— die kolorimetrische Methode zur direkten Methode des Nitrats mit chromotropischer Säure (West & Lyles, 1960);

— die kolorimetrische Methode zur direkten Methode des Nitrats mit Brucin (West & Lyles, 1967);

— die titrimetrische Methode zur Reduktion des Nitrats in Ammonium durch die Devarda-Legierung nach Destillierung und Abtreibung mit Wasserdampf;

— die kolorimetrische Methode zur Reduktion des Nitrats in Nitrit (unter anderem mit Hilfe von Cadmium oder Hydrazin) mit Dosierung durch die modifizierte Griess-Ilosvay-Reaktion (Bremner, 1965; Guiot, 1975);

§ 9. Das Ergebnis wird in kg N-NO<sub>3</sub>/ha ausgedrückt. Diese Einheit wird von einer in Anwendung von § 8 dosierten Konzentration in mg/N-NO<sub>3</sub>/l abgeleitet.

Bei dem Übergang von einer Einheit zur anderen werden Parameter wie die Dicke der Bodenschicht, der prozentuale Anteil an Trockenmasse, das Verhältnis Steine/Erde sowie die Füllichte im trockenen Zustand berücksichtigt. Zu diesem Zweck werden die nachfolgenden Standardwerte für die Dichte auf trockenem Boden pro Schicht angewandt: 1,35 t/m<sup>3</sup> für die obere Schicht (0-30 cm), 1,5 t/m<sup>3</sup> für die anderen Schichten (30-60 cm et 60-90 cm) bei Ackerland und 1,3 t/m<sup>3</sup> bei Weiden.

§ 10. Treten bei der Anwendung des vorliegenden Artikels größere Schwierigkeiten auf, setzt das zugelassene Labor die Verwaltung umgehend davon in Kenntnis.

**Art. 6 - § 1.** Binnen sieben Werktagen nach der Entnahme von Proben auf einer Parzelle kann die Landwirtschaftsverwaltung zu Kontrollzwecken andere Probenahmen auf derselben Parzelle in Übereinstimmung mit Artikel 4 durchführen oder durchführen lassen.

Die entnommenen Proben werden zwei anderen zugelassenen Labors, die von der Landwirtschaftsverwaltung ausgesucht werden, zwecks Analyse übermittelt.

§ 2. Wenn für drei Kontrollen, die während derselben Saison in Übereinstimmung mit § 1 durchgeführt werden, die von den beiden anderen zugelassenen Labors erreichten Ergebnisse voneinander nicht um mehr als 20% abweichen, und ihr Durchschnitt um mehr als 25% von den Ergebnissen des ersten Labors abweicht ist je nach Fall der Artikel 14 oder der Artikel 16 § 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 14. Februar 2008 zur Festlegung der Bedingungen für die Zulassung von Laboren, die mit den Bodenanalysen zur Quantifizierung des potentiell auswaschbaren Stickstoffs (PAS) beauftragt sind, im Rahmen der Umsetzung von Artikel R.220 des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, was die nachhaltige Verwaltung des Stickstoffs in der Landwirtschaft betrifft, in seiner am 15. Februar 2007 abgeänderten Fassung, sowie im Rahmen der Umsetzung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 14. Februar 2008 über die Überwachung durch Messungen des potentiell auswaschbaren Stickstoffs (PAS) der Übereinstimmung der in einem gefährdeten Gebiet gelegenen landwirtschaftlichen Betriebe mit den Regeln der guten fachlichen Praxis in der Landwirtschaft, die zum Schutz der Gewässer vor Verunreinigung durch Nitrat aus landwirtschaftlichen Quellen notwendig sind, anwendbar. Die Verwaltung berücksichtigt die Ergebnisse der Analysen, die für den Landwirt am günstigsten sind.

**KAPITEL III — "Survey landwirtschaftliche Flächen" und Beurteilung der Übereinstimmung mit den Regeln der guten fachlichen Praxis in der Landwirtschaft, die zum Schutz der Gewässer vor Verunreinigung durch Nitrat aus landwirtschaftlichen Quellen notwendig sind**

**Art. 7 - § 1.** Die Begleitstruktur legt das von ihr erstellte Protokoll über die Umsetzung des "Survey Landwirtschaftliche Flächen" dem Minister zur Genehmigung vor, und zwar bei jeder wichtigen Änderung und wenigstens einmal alle vier Jahre, in Anwendung von Artikel 228 des Wassergesetzbuches.

Ein Protokoll über die Umsetzung des "Survey Landwirtschaftliche Flächen" ist nur dann gültig anwendbar, wenn es durch den Minister genehmigt wird.

Bei der eventuellen Abänderung des Protokolls über die Umsetzung des "Survey Landwirtschaftliche Flächen" werden insbesondere die Wetterbedingungen berücksichtigt, die in dem betreffenden Jahr vorgeherrscht haben, sowie die geographische Lokalisierung und die Bodenbedingungen.

Bei den eventuellen Abänderungen dieses Protokolls zielt die Begleitstruktur darauf ab, den vorliegenden Erlass sowie das Kapitel IV des Wassergesetzbuches optimal umzusetzen im Sinne der Genauigkeit und Durchführbarkeit, unter Berücksichtigung der insbesondere im Rahmen der "Survey Stickstoff"-Verfahren erlangten Erkenntnisse und der agrartechnischen, technischen und wissenschaftlichen Entwicklungen.

§ 2. Die Begleitstruktur setzt das "Survey Landwirtschaftliche Flächen" gemäß § 1 um. Diese Umsetzung ermöglicht unter anderem die jährliche Bestimmung der PAS-Bezugswerte, die notwendig sind, um die Übereinstimmung mit den Regeln der guten fachlichen Praxis in der Landwirtschaft, die zum Schutz der Gewässer vor Verunreinigung durch Nitrat aus landwirtschaftlichen Quellen notwendig sind, zu bewerten.

Jedes Jahr werden die PAS-Bezugswerte (in N-NOH<sub>3</sub>/ha) von der Begleitstruktur auf der Grundlage des "Survey Landwirtschaftliche Flächen" des vergangenen Herbstes bestimmt und dem Minister spätestens am 31. Januar zwecks Genehmigung vorgelegt.

Die PAS-Bezugswerte sind nur dann gültig anwendbar, wenn sie durch den Minister genehmigt werden

Die PAS-Bezugswerte werden bestimmt, um die optimale Verwaltung des Stickstoffs im Hinblick des Schutzes der Gewässer für das betreffende Jahr und für jede Klasse der Anlage I widerzuspiegeln.

§ 3. Im Rahmen des "Survey landwirtschaftliche Flächen" werden die Bodenproben unter der Verantwortung eines zugelassenen Labors, durch das Labor selbst oder durch eine von ihm bevollmächtigte Drittperson gemäß Artikel 3 entnommen und zusammengestellt.

Die im Rahmen des "Survey Landwirtschaftliche Flächen" erstellten Stickstoffprofile werden von einem zugelassenen Labor gemäß Artikel 5 und Artikel 6 erstellt.

**Art. 8 -** Jedes Jahr bewertet die Verwaltung die Übereinstimmung mit den Regeln der guten fachlichen Praxis in der Landwirtschaft, die zum Schutz der Gewässer vor Verunreinigung durch Nitrat aus landwirtschaftlichen Quellen notwendig sind, nach dem in der Anlage II festgelegten Verfahren, und dies für jede Parzelle, auf der Proben entnommen werden in Anwendung des Erlasses der Wallonischen Regierung über die Überwachung durch Messungen

des potentiell auswaschbaren Stickstoffs der Übereinstimmung der in einem gefährdeten Gebiet gelegenen landwirtschaftlichen Betriebe mit den Regeln der guten fachlichen Praxis in der Landwirtschaft, die zum Schutz der Gewässer vor Verunreinigung durch Nitrat aus landwirtschaftlichen Quellen notwendig sind. Für die Parzellen, auf denen kraft Artikel 220 des Wassergesetzbuches Proben entnommen werden, wird die Bewertung von der Begleitstruktur vorgenommen.

#### KAPITEL IV — Sonstige allgemeine Bestimmungen

**Art. 9** - Der Landwirt, die Begleitstruktur, das zugelassene Labor und alle anderen von vorliegendem Erlass betroffenen Beteiligten setzen alles daran, damit die in vorliegendem Erlass beschriebenen Operationen unter optimalen Umständen stattfinden. Sie achten insbesondere auf eine gute Übermittlung der Informationen und auf die Einhaltung der Fristen. Sie handeln unabhängig und verfolgen dabei einzig das Ziel, den vorliegenden Erlass bestmöglich anzuwenden.

**Art. 10** - Der Ministerialerlass vom 6. April 2004 mit Durchführungsbestimmungen zu dem "Qualitätskonzept" und dem "Survey landwirtschaftliche Flächen", angeführt in dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 10. Oktober 2002 bezüglich der nachhaltigen Verwaltung des Stickstoffs in der Landwirtschaft, wird außer Kraft gesetzt.

Namur, den 18. Februar 2008

B. LUTGEN

#### Anlage I

**Tabelle zur Einstufung von Ackerland und Weiden in Klassen**

Klasse 1	Zuckerrübe
Klasse 2	Getreide mit Nitrat fixierenden Zwischenkulturen
Klasse 3	Getreide ohne Nitrat fixierende Zwischenkulturen; Zichorie
Klasse 4	Mais
Klasse 5	Kartoffeln
Klasse 6	Raps
Klasse 7	Gemüse, das für seine Blätter, Stiele oder Früchte angebaut wird
Klasse 8	Beweidetes oder gemähtes Weideland

Die Begleitstruktur kann in der oben stehenden Tabelle nicht übernommene Anbaupläne bestehenden Klassen gleichstellen.

#### Anlage II

##### **Beurteilung der Übereinstimmung des PAS-Werts in den Parzellen Ackerland und Weideland mit den Regeln der guten fachlichen Praxis in der Landwirtschaft, die zum Schutz der Gewässer vor Verunreinigung durch Nitrat aus landwirtschaftlichen Quellen notwendig sind**

###### 1. Ackerland

Der in den Parzellen Ackerland gemessene PAS-Wert stimmt mit den Regeln der guten fachlichen Praxis in der Landwirtschaft, die zum Schutz der Gewässer vor Verunreinigung durch Nitrat aus landwirtschaftlichen Quellen notwendig sind, überein wenn

Der Wert R des in der Parzelle (kg N-NO<sub>3</sub>/ha) gemessenen PAS-Werts kleiner oder gleich als A +D ist.

Wobei:

A für das Datum, an dem die Parzelle Gegenstand einer Probenahme gewesen ist, vom Zentil 75 der Beobachtungen des "Survey landwirtschaftliche Flächen", der in Anwendung von Artikel R.228 des Wassergesetzbuches für die in der Anlage I festgelegte Klasse erstellt wurde, abgeleitet ist, und in kg N-NO<sub>3</sub>/ha ausgedrückt wird;

D ein Koeffizient ist, der die Unsicherheit darstellt, die mit der Einschätzung des durchschnittlichen PAS-Werts einer Parzelle verbunden ist, und 0,198 x dem Mittelwert der Beobachtungen des "Survey landwirtschaftliche Flächen", der in Anwendung von Artikel R.228 des Wassergesetzbuches für die in der Anlage I festgelegte Klasse erstellt wurde, entspricht. D wird in kg N-NO<sub>3</sub>/ha ausgedrückt.

Im gegenteiligen Fall wird erklärt, dass der gemessene PAS-Wert mit den Regeln der guten fachlichen Praxis in der Landwirtschaft, die zum Schutz der Gewässer vor Verunreinigung durch Nitrat aus landwirtschaftlichen Quellen notwendig sind, nicht übereinstimmt.

###### 2. Weiden

Der in den Parzellen Weideland gemessene PAS-Wert stimmt mit den Regeln der guten fachlichen Praxis in der Landwirtschaft, die zum Schutz der Gewässer vor Verunreinigung durch Nitrat aus landwirtschaftlichen Quellen notwendig sind, überein wenn

Der Wert R des in der Parzelle (kg N-NO<sub>3</sub>/ha) gemessenen PAS-Werts kleiner oder gleich als A +D ist.

Wobei:

A für das Datum, an dem die Parzelle Gegenstand einer Probenahme gewesen ist, vom Zentil 75 der Beobachtungen des "Survey landwirtschaftliche Flächen", der in Anwendung von Artikel R.228 des Wassergesetzbuches für Wiesen erstellt wurde, abgeleitet ist und in kg N-NO<sub>3</sub>/ha ausgedrückt wird;

D ein Wert ist, der die Unsicherheit darstellt, die mit der Einschätzung des PAS-Werts einer Parzelle verbunden ist, und gleich 23,8 kg N-NO<sub>3</sub>/ha ist.

Im gegenteiligen Fall wird erklärt, dass der gemessene PAS-Wert mit den Regeln der guten fachlichen Praxis in der Landwirtschaft, die zum Schutz der Gewässer vor Verunreinigung durch Nitrat aus landwirtschaftlichen Quellen notwendig sind, nicht übereinstimmt.

### 3. Beurteilung der Verbesserung

Der relative Unterschied im Verhältnis zum jährlichen Mittelwert der Beobachtungen des "Survey landwirtschaftliche Flächen", der in Anwendung von Artikel R.228 des Wassergesetzbuches für die betreffende Klasse erstellt wurde, wird ebenfalls unter Anwendung folgender Formel berechnet:

Relativer Unterschied = [gemessener PAS (kg N-NO<sub>3</sub>/ha)-Mittelwert der Beobachtungen des "Survey landwirtschaftliche Flächen" für die betreffende Klasse und das betreffende Jahr (kg N-NO<sub>3</sub>/ha)] / Mittelwert der Beobachtungen des "Survey landwirtschaftliche Flächen" für die betreffende Klasse und das betreffende Jahr (kg N-NO<sub>3</sub>/ha)

Die Summe dieser relativen Unterschiede für alle Parzellen eines landwirtschaftlichen Betriebs und für ein bestimmtes Jahr bildet eine Einschätzung der Abweichung der PAS-Werte dieses Betriebs im Verhältnis zu den Regeln der guten fachlichen Praxis in der Landwirtschaft, die zum Schutz der Gewässer vor Verunreinigung durch Nitrat aus landwirtschaftlichen Quellen notwendig sind

Die PAS-Werte eines nicht konformen landwirtschaftlichen Betriebs werden als "in Verbesserung" bezeichnet, wenn diese Abweichung im Verhältnis zu einem bestimmten vorherigen Bezugsjahr abnimmt.

## VERTALING

### MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2008 — 971

[C — 2008/27045]

**18 FEBRUARI 2008. — Ministerieel besluit houdende sommige uitvoeringsbepalingen betreffende de technieken voor de meting van potentieel uitspoelbare stikstof en de "survey surfaces agricoles" (survey landbouwoppervlakten) overeenkomstig hoofdstuk IV van het regelgevend deel van het Waterwetboek**

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,

Gelet op de Richtlijn 91/676/EEG van de Raad van 12 december 1991 inzake de bescherming van water tegen verontreiniging door nitraten uit agrarische bronnen;

Gelet op hoofdstuk IV van Boek II van het regelgevend deel van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, voor wat betreft het duurzame beheer van stikstof in de landbouw, zoals gewijzigd op 15 februari 2007, en meer bepaald op de artikelen R.220 en R.228;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 14 februari 2008 betreffende de opvolging door metingen van de potentieel uitspoelbare stikstof van de conformiteit van de landbouwbedrijven in kwetsbare gebieden met de goede praktijken nodig voor de bescherming van water tegen verontreiniging door nitraten uit agrarische bronnen;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 14 februari 2008 tot vaststelling van de erkenningsvoorwaarden van de laboratoria belast met de bodemanalyses voor de kwantificatie van de potentieel uitspoelbare stikstof in het kader van de uitvoering van artikel R.220 van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, voor wat betreft het duurzame beheer van stikstof in de landbouw, zoals gewijzigd op 15 februari 2007, en in het kader van de uitvoering van het besluit van de Waalse Regering van 14 februari 2008 betreffende de opvolging, door metingen van de potentieel uitspoelbare stikstof, van de conformiteit van de landbouwbedrijven in kwetsbare gebieden met de goede praktijken nodig voor de bescherming van water tegen verontreiniging door nitraten uit agrarische bronnen, en meer bepaald op artikel 8 ervan;

Overwegende dat het noodzakelijk is een nauwkeurige methode vast te leggen om de potentieel uitspoelbare stikstof in de bodems op een betrouwbare wijze te kunnen meten;

Overwegende dat het noodzakelijk is jaarlijks de referentiewaarden vast te leggen van de potentieel uitspoelbare stikstof, die een afspiegeling zijn van de op elke teelt- of weideklasse uitgevoerde goede landbouwpraktijken nodig voor de bescherming van water tegen de verontreiniging door nitraten uit agrarische bronnen;

Overwegende dat het noodzakelijk is de potentieel uitspoelbare stikstof, gemeten in de bodems, objectief te kunnen vergelijken met die referentiewaarden,

Besluit :

#### HOOFDSTUK I. — *Begripsomschrijvingen*

**Artikel 1.** Voor de toepassing van dit besluit verstaat men onder :

1° "centiel" : percentage van individuen van een staal, afgerond naar de dichtstbijzijnde eenheid, die een score vertonen die lager is dan de gegeven brutoscore;

2° "perceel" of "landbouwperceel" : elk akker- of weideland bestaande uit één aaneengesloten deel dat homogeen beheerd wordt tijdens één teelcyclus;

3° "begeleidingsstructuur" : de organismen waaraan bij overeenkomst coördinatie- en begeleidingsopdrachten worden toevertrouwd overeenkomstig artikel R.224, § 2, van het Waterwetboek;

4° "akkerland" : de gezamenlijke bebouwbare oppervlakten, weideland uitgesloten;

5° "survey surfaces agricoles" (survey landbouwoppervlakten) : netwerk van representatieve punten waarmee jaarlijkse referentiewaarden worden vastgesteld voor potentieel uitspoelbare stikstof.

#### HOOFDSTUK II. — *Onderverdeling van de percelen, monsterneming, verpakking en analyse van de monsters*

**Art. 2.** § 1. De percelen van elk landbouwbedrijf waarin bodemonsters worden genomen met het oog op een dosering van potentieel uitspoelbare stikstof krachtens de artikelen R.220 en R.228 van het Waterwetboek en krachtens het besluit van de Waalse Regering van 14 februari 2008 betreffende de opvolging door metingen van de potentieel uitspoelbare stikstof van de conformiteit van de landbouwbedrijven in kwetsbare gebieden met de goede praktijken nodig voor de bescherming van water tegen verontreiniging door nitraten uit agrarische bronnen, worden in klassen opgedeeld overeenkomstig artikel 3.

§ 2. De bodemonsters worden genomen en verpakt overeenkomstig artikel 4 door het landbouwbestuur, door een erkend laboratorium of door een derde in opdracht van een erkend laboratorium of door het bestuur. Hoe dan ook mag een persoon in opdracht van het landbouwbestuur de monsterneming bijwonen met als doel de verificatie van de procedure.

§ 3. Enkel de laboratoria die voldoen aan de vereisten van het besluit van de Waalse Regering van 14 februari 2008 tot vaststelling van de erkenningsvoorwaarden van de laboratoria belast met de bodemanalyses voor de kwantificatie van de potentieel uitspoelbare stikstof in het kader van de uitvoering van artikel R.220 van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, voor wat betreft het duurzame beheer van stikstof in de landbouw, zoals gewijzigd op 15 februari 2007, en in het kader van de uitvoering van het besluit van de Waalse Regering van 14 februari 2008 betreffende de opvolging, door metingen van de potentieel uitspoelbare stikstof, van de conformiteit van de landbouwbedrijven in kwetsbare gebieden met de goede praktijken nodig voor de bescherming van water tegen verontreiniging door nitraten uit agrarische bronnen worden ertoe gemachtigd de dosering van de potentieel uitspoelbare stikstof te verrichten.

§ 4. De beoordeling van de conformiteit van de potentieel uitspoelbare stikstof met de goede landbouwpraktijken nodig voor de bescherming van water tegen de verontreiniging door nitraten uit agrarische bronnen voor een gegeven perceel wordt vastgesteld overeenkomstig artikel 8 door de gemeten potentieel uitspoelbare stikstof te vergelijken met de referentiewaarden voor de potentieel uitspoelbare stikstof vastgesteld overeenkomstig hetzelfde artikel.

**Art. 3.** De percelen van elk landbouwbedrijf waarin bodemonsters zijn genomen met het oog op een dosering van de potentieel uitspoelbare stikstof worden onderverdeeld in acht klassen. De verschillen tussen die klassen worden opgemaakt overeenkomstig bijlage I.

**Art. 4.** § 1. Van elk perceel akkerland waarin bodemonsters zijn genomen met het oog op een dosering van de potentieel uitspoelbare stikstof worden minstens vijftien keer monsters genomen.

Van elk perceel weideland waarin bodemonsters zijn genomen met het oog op een dosering van de potentieel uitspoelbare stikstof worden minstens dertig keer monsters genomen.

De monsterneming op een perceel geldt homogeen voor het gehele perceel, met uitzondering van de onmiddellijke nabijheid van de rand ervan, de drinkplaatsen, de voederplaatsen, de opslaglocaties of elk ander deel van de oppervlakte dat op een significant andere wijze behandeld wordt dan de rest van het perceel.

Als er op een geselecteerd perceel twee of meerdere beheerssystemen gelden, wordt enkel een monster genomen van het gebied waarvan het beheer het best overeenstemt met het beheer dat overwogen wordt bij de vooraf gemaakte keuze van de percelen.

§ 2. Elke monsterneming op een perceel akkerland wordt onderverdeeld in drie lagen, een eerste laag die 0 tot 30 cm diep is, een tweede laag die 30 tot 60 cm diep is en een derde laag die 60 tot 90 cm diep is voor zover de bodemdiepte dat mogelijk maakt.

De monsternemingen gebeuren met een sonde waarvan de diameter zodanig is dat de massa van de afgenomen aarde minstens 300 gr per laag en per bemonsterd perceel bedraagt.

Indien het onmogelijk is een laag op representatieve wijze te peilen (monsterneming van minstens twee derde van de voor de laag voorziene aarde) op een gegeven perceel, wordt met die laag geen rekening gehouden bij de interpretatie van de uitslagen.

§ 3. Elke monsterneming op een perceel weideland gebeurt op één enkele laag die 30 cm diep is of minder, maar waarvan de diepte overeenstemt met de dikte van de losse grond als een diepte van 30 cm niet bereikt kan worden.

De monsternemingen gebeuren met een sonde waarvan de diameter zodanig is dat de massa van de afgenomen aarde minstens 300 gr per laag en per bemonsterd perceel bedraagt.

§ 4. Voor elke monsterneming moet de sonde gelijkmatig met aarde gevuld zijn.

§ 5. Op het ogenblik van de monsterneming moet de droogtegraad van de bodem voldoende zijn om te voorkomen dat een laag door een andere aangetast wordt ("bezinking") en om ervoor te zorgen dat de latere behandelingen in goede omstandigheden kunnen doorgaan (zeven, homogeneïsering van het monster).

§ 6. Indien de monsters niet genomen kunnen worden overeenkomstig de §§ 1 tot 5 op een gegeven perceel, wordt een monster genomen van het vervangingsperceel.

§ 7. De bodemonsters genomen overeenkomstig artikel R.220 van het Waterwetboek worden uitgevoerd tussen 15 oktober en 30 november waarbij rekening gehouden wordt met het gewassenbeheer.

De bodemonsters uitgevoerd overeenkomstig het besluit van de Waalse Regering van 14 februari 2008 betreffende de opvolging door metingen van de potentieel uitspoelbare stikstof van de conformiteit van de landbouwbedrijven in kwetsbare gebieden met de goede praktijken nodig voor de bescherming van water tegen verontreiniging door nitraten uit agrarische bronnen vinden plaats tussen 15 oktober en 30 november waarbij rekening wordt gehouden met het gewassenbeheer.

Die periode wordt tot 20 december verlengd voor de noden van de "survey landbouwoppervlakten" ingevoerd overeenkomstig artikel 228 van het Waterwetboek.

De monsters worden genomen met behulp van een machine of met de hand. De machinale monsterneming is verboden als dat objectieve schade inhoudt voor het aanwezige gewas of voor de bodem.

Het monsternemingsmateriaal vertoont kenmerken die ervoor zorgen dat de bodemlagen niet vermengd worden of dat de monsters niet verrijkt worden met minerale stikstof. Het betreft ofwel een buisvormige sonde van het type gesloten of gebogen holbeitel ofwel een schroefvormige spiraalboor.

De landbouwer of diens vertegenwoordiger wijst de plaats en de diepte aan van eventuele draineerbuizen in het perceel waar het monster wordt genomen of van elk ander bestanddeel dat bij de monsterneming beschadigd zou kunnen worden.

§ 8. Voor elk bemonsterd perceel wordt de afgenomen aarde verpakt in evenveel aparte zakjes als er lagen zijn. Na afloop van de monsterneming van elk perceel worden de zakjes hermetisch gesloten en op onuitwisbare en onbetwistbare wijze genummerd. Vervolgens worden ze in een warmtegeïsoleerde en hermetisch gesloten houder geplaatst.

§ 9. De monsters worden in hun warmtegeïsoleerde en hermetisch gesloten houder op de dag zelf van de monsterneming naar het erkende laboratorium die de analyse moet uitvoeren, gebracht.

§ 10. Het erkende laboratorium belast met de analyse of het Landbouwbestuur, als laatstgenoemde de monsterneming uitvoert, licht de landbouwer minstens zeven dagen vóór de datum van de monsterneming daarover in. Na afloop van de monsterneming wordt een proces-verbaal van monsterneming behoorlijk ingevuld, gedagtekend en ter goedkeuring ondertekend door de monsterner, de landbouwer of diens vertegenwoordiger. In het geval waarin het proces-verbaal niet ondertekend wordt door de landbouwer of diens vertegenwoordiger, worden de redenen daarvoor omstandig in het proces-verbaal vermeld, dat bewijskracht heeft met de handtekening van de monsterner en de vertegenwoordiger van het Landbouwbestuur, indien aanwezig, alleen. Dat proces-verbaal wordt opgesteld in twee exemplaren, één voor de landbouwer en één voor de instelling die de monsterneming doet. Het bevat minstens volgende gegevens :

- de adresgegevens van de landbouwer;
- de adresgegevens van het erkende laboratorium belast met de monsterneming en de analyse;
- de naam van de monsterner;
- de administratieve verwijzingen naar de bemonsterde percelen, het laatst geoogste gewas, het gewas of het aangeplante of ingezaaide plantendek en de toevoer (soort, hoeveelheid, datum) van de organische stof verwezenlijkt na het oogsten van het laatste gewas;
- de administratieve verwijzingen naar de eventueel niet-bemonsterde percelen en de redenen voor het uitblijven van de monsterneming;
- de referenties van de zakjes aarde die zijn samengesteld;
- de gegevens die nuttig zijn voor de monsterneming (datum, soort sonde, wijze van monsterneming, aantal monsternemingen, diepten van de monsterneming, moeilijkheden die rezen meer bepaald bij de uitvoering van dit artikel, eventuele commentaar).

Wordt de monsterneming uitgevoerd onder de verantwoordelijkheid van een erkend laboratorium en als ze wordt bijgewoond door een vertegenwoordiger van het Landbouwbestuur, moet het proces-verbaal daarnaast medeondertekend worden door die vertegenwoordiger. Bij ontstentenis moet de monsterneming opnieuw gedaan worden op kosten van het erkende laboratorium.

§ 11. Als de monsterneming onder de verantwoordelijkheid van een erkend laboratorium plaatsvindt, bewaart laatstgenoemde de processen-verbaal van monsterneming tijdens minstens vier jaar en houdt ze meer bepaald ter beschikking van de begeleidingsstructuur. Rijzen er aanzienlijke moeilijkheden wat betreft de naleving van dit artikel, brengt het erkende laboratorium het bestuur daar onverwijld van op de hoogte.

**Art. 5.** § 1. De monsters worden door het erkende laboratorium geanalyseerd onmiddellijk na ontvangst ervan of, bij ontstentenis, opgeslagen in een koelkamer bij een temperatuur tussen 1 °C en 4 °C tijdens een maximumduur van vijf dagen voor de analyse.

§ 2. Het erkende laboratorium voert een nitraatanalyse (NO<sub>3</sub><sup>-</sup>) uit per ontvangen zakje.

§ 3. Voor de analyse wordt de gehele inhoud van elk zakje zorgvuldig gehomogeniseerd door zeving doorheen een maaszeef met mazen van 8 mm. Indien er na zeving stukjes in het zeef overblijven, worden ze gewogen en daarvan wordt het steengehalte afgetrokken.

Als het steengehalte lager is dan 10 %, worden de berekeningen dienovereenkomstig aangepast. Als het steengehalte hoger is dan 10 %, wordt het afgetrokken van de numerieke kaart van de bodems van Wallonië.

§ 4. Onmiddellijk na de zeving wordt de nitraationextractie uitgevoerd op de niet-gedroogde brutostof van een aliquot van minstens 30 gram monster per oplossing KCl 0,1N. De extractieverhouding (aardegewicht/volume van extractieoplossing) bedraagt 1/5.

§ 5. De flesjes bestemd voor de extractie worden gekurkt en onderworpen aan de actie van een roterend schudapparaat tijdens 30 minuten. De oplossing wordt daarna tijdens 30 minuten voor de bezinking stilgelegd.

§ 6. Het doseren van nitraation wordt uitgevoerd op het supernatant dat, volgens de doseringsmethode, vooraf wordt gefiltreerd of gecentrifugeerd.

§ 7. Indien het doseren niet binnen drie uur na de extractie wordt verricht, worden de extracten opgeslagen in een koelkamer op een maximumtemperatuur van 4 °C, beschermt tegen het licht tijdens een maximumduur van 48 uur of worden bevroren.

§ 8. Het doseren van nitraat wordt uitgevoerd door het erkende laboratorium volgens een standaardmethode, zoals :

- de colorimetrische methode van rechtstreekse dosering van nitraat door chromotropisch zuur (West & Lyles, 1960);
- de colorimetrische methode van rechtstreekse dosering van nitraat door brucine (Baker, 1967);
- de titrimetrische methode van vermindering van nitraat in ammonium door het Devarda-mengsel, na distillatie en hydrodistillatie;
- de colorimetrische methode van vermindering van nitraat in nitriet (met name d.m.v. — cadmium of hydrazine) met dosering van het nitrietion door de gewijzigde reactie van Griess-Ilosvay (Bremner, 1965; Guiot 1975).

§ 9. Het verkregen resultaat wordt uitgedrukt in kg N-NO<sub>3</sub>/ha. Deze eenheid is afgeleid van een werkelijk gedoseerde concentratie in mg N-NO<sub>3</sub>/l ter uitvoering van § 8.

De overgang van een eenheid naar de andere gebeurt door opname van parameters zoals de dikte van de grondlaag, het percentage droge stof, de verhouding kiezel/aarde en de zichtbare dichtheid in droge toestand.

De volgende standaardwaarden van zichtbaar specifiek gewicht op droge grond per laag worden daartoe toegepast : 1,35 t/m<sup>3</sup> voor de bovenlaag (0-30 cm), 1,5 t/m<sup>3</sup> voor de andere lagen (30-60 cm en 60-90 cm) in akkerland en 1,3 t/m<sup>3</sup> in weide.

§ 10. Rijzen er aanzienlijke moeilijkheden wat betreft de naleving van dit artikel, dan brengt het erkende laboratorium het bestuur daar onverwijld van op de hoogte.

**Art. 6.** § 1. Binnen de zeven werkdagen na de monsterneming op een perceel kan het landbouwbestuur andere monsters (laten) nemen op datzelfde perceel overeenkomstig artikel 4, voor controledoelinden.

De monsters worden voor analyse verstuurd naar twee andere erkende laboratoria gekozen door het landbouwbestuur.

§ 2. Als de uitslagen verkregen voor drie controles, uitgevoerd overeenkomstig § 1 tijdens hetzelfde seizoen, door de twee andere erkende laboratoria niet onderling met meer dan 20 percent verschillen en hun gemiddelde met meer dan 25 percent afwijkt van de uitslagen van het eerste laboratorium gelden artikel 14 of artikel 16, § 2, al naar gelang, van het besluit van de Waalse Regering van 14 februari 2008 tot vaststelling van de erkenningsvoorwaarden van de laboratoria belast met de bodemanalyses voor de kwantificatie van de potentieel uitspoelbare stikstof in het kader van de uitvoering van artikel R.220 van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, voor wat betreft het duurzame beheer van stikstof in de landbouw, zoals gewijzigd op 25 februari 2007, en in het kader van de uitvoering van het besluit van de Waalse Regering van 16 februari 2008 betreffende de opvolging, door metingen van de potentieel uitspoelbare stikstof, van de conformiteit van de landbouwbedrijven in kwetsbare gebieden met de goede praktijken nodig voor de bescherming van water tegen verontreiniging door nitraten uit agrarische bronnen. De uitslagen van de voor de landbouwer gunstigste analyses worden door het bestuur in overweging genomen.

HOOFDSTUK III. — *"Survey landbouwooppervlakten" en beoordeling van de conformiteit met de goede landbouwpraktijken nodig voor de bescherming van water tegen verontreiniging door nitraten uit agrarische bronnen*

**Art. 7.** § 1. Bij elke ingrijpende wijziging en minstens één keer om de vier jaar legt de begeleidingsstructuur het protocol voor de uitvoering van het door haar opgestelde "survey landbouwooppervlaktes" ter goedkeuring aan de Minister voor overeenkomstig artikel 228 van het Waterwetboek.

Een protocol voor de uitvoering van de "survey landbouwooppervlakte" geldt enkel als het door de minister wordt goedgekeurd.

De eventuele wijzigingen van het protocol voor de uitvoering van de "survey landbouwooppervlaktes" zijn meer bepaald gegrond op de weersomstandigheden die tijdens het jaar overheersten, het soort gewas, de geografische ligging en de pedologische voorwaarden.

In de eventuele wijzigingen van dat protocol streeft de begeleidingsstructuur naar de optimale uitvoering van dit besluit en van hoofdstuk IV van het Waterwetboek met zorg voor nauwkeurigheid en haalbaarheid, waarbij rekening wordt gehouden met de kennis die onder andere verworven is met de voorgaande "nitraat surveys", en met de landbouwkundige, technische en wetenschappelijke ontwikkelingen.

§ 2. De begeleidingsstructuur voert de "survey landbouwooppervlaktes" uit overeenkomstig § 1. Die uitvoering maakt het meer bepaald mogelijk de waarden referentiewaarden voor de potentieel uitspoelbare stikstoffen die onontbeerlijk zijn voor de beoordeling van de conformiteit met de goede landbouwpraktijken nodig voor de bescherming van water tegen verontreiniging door nitraten uit agrarische bronnen, jaarlijks te berekenen.

Jaarlijks worden de referentiewaarden voor de potentieel uitspoelbare stikstoffen, uitgedrukt in kg N-NO<sub>3</sub>/ha, door de begeleidingsstructuur vastgesteld en ter goedkeuring overgemaakt aan de minister uiterlijk 31 januari op grond van de "survey landbouwooppervlakten" van de laatste herfst.

De referentiewaarden voor de potentieel uitspoelbare stikstoffen gelden enkel als ze door de minister zijn goedgekeurd.

De referentiewaarden voor de potentieel uitspoelbare stikstoffen worden zodanig vastgesteld dat ze een optimaal stikstofbeheer weergeven met het oog op de bescherming van het water voor het betrokken jaar en voor elke klasse van bijlage I.

§ 3. In het kader van de "survey landbouwooppervlakten" worden de bodemonsters genomen en verpakt overeenkomstig artikel 3 onder verantwoordelijkheid van een erkend laboratorium, door laatstgenoemde of door een derde in opdracht van laatstgenoemde.

De stikstofprofielen opgesteld in het kader van de "survey landbouwooppervlaktes" worden door het erkende laboratorium vastgesteld overeenkomstig de vereisten bepaald in de artikelen 5 en 6.

**Art. 8.** Jaarlijks beoordeelt het bestuur voor elk perceel waarop een monsterneming plaatsvindt overeenkomstig het besluit van de Waalse Regering van 14 februari 2008 betreffende de opvolging door metingen van de potentieel uitspoelbare stikstof van de conformiteit van de landbouwbedrijven in kwetsbare gebieden met de goede praktijken nodig voor de bescherming van water tegen verontreiniging door nitraten uit agrarische bronnen, de conformiteit met de goede landbouwpraktijken nodig voor de bescherming van het water tegen de nitraten uit agrarische bronnen volgens de procedure bepaald in bijlage II. Voor de percelen waarop een monsterneming plaatsvond krachtens artikel 220 van het Waterwetboek gebeurt de beoordeling door de begeleidingsstructuur.

HOOFDSTUK IV. — *Andere algemene bepalingen*

**Art. 9.** De landbouwer, de begeleidingsstructuur, het erkende laboratorium en elke andere actor betrokken bij dit besluit ijveren ervoor dat de verrichtingen omschreven in dit besluit in de beste omstandigheden worden uitgevoerd. Ze zien er meer bepaald toe op een vlotte informatiedoorstroming en op de naleving van de termijnen. Ze treden in alle onafhankelijkheid op, zonder andere samenlopende belangen dan de zorgvuldige uitvoering van dit besluit.

**Art. 10.** Het ministerieel besluit van 6 april 2004 houdende sommige uitvoeringsbepalingen betreffende de "kwaliteitszorg" en de "survey surfaces agricoles" van het besluit van de Waalse Regering van 10 oktober 2002 betreffende het duurzame beheer van stikstof in de landbouw wordt opgeheven.

Namen, 18 februari 2008.

B. LUTGEN

## Bijlage I

Tabel onderverdeling van het weide- en akkerland in klassen

Klasse 1	Suikerbiet
Klasse 2	Graan gevolgd door nitraat vasthoudend gewas
Klasse 3	Graan niet gevolgd door nitraat vasthoudend gewas; chicorei
Klasse 4	Maïs
Klasse 5	Aardappel
Klasse 6	Koolzaad
Klasse 7	Groenten geteelt voor hun bladen, stengels of vruchten
Klasse 8	Begraasd of gemaaid weideland

De teeltroutes, niet opgenomen in bovenstaande tabel, kunnen door de begeleidingsstructuur gelijkgesteld worden met de bestaande klassen.

## Bijlage II

**Beoordeling van de conformiteit met de goede landbouwpraktijken nodig voor de bescherming van water tegen verontreiniging door nitraten uit agrarische bronnen, van de potentieel uitspoelbare stikstof gemeten in de percelen akker- en weideland**

## 1. Akkerland

De potentieel uitspoelbare stikstof, gemeten in de percelen akkerland, wordt conform verklaard met de goede landbouwpraktijken nodig voor de bescherming van water tegen verontreiniging door nitraten uit agrarische bronnen, als :

De waarde R van de potentieel uitspoelbare stikstof, gemeten in het perceel (kg N-NO<sub>3</sub>/ha), lager is dan of gelijk is aan A + D.

Waarbij :

A voor de datum waarop de monsterneming op het perceel plaatsvond, afgetrokken wordt van het centiel 75 van de waarnemingen van de survey landbouwoppervlaktes opgesteld overeenkomstig artikel R. 228 van het Waterwetboek voor de klasse omschreven in bijlage I en wordt uitgedrukt in kg N-NO<sub>3</sub>/ha;

D een coëfficiënt is dat de onzekerheid vertegenwoordigt in verband met de raming van de gemiddeld potentieel uitspoelbare stikstof in een perceel en gelijk is aan 0,198 van de mediaan van de waarnemingen van de survey landbouwoppervlaktes vastgesteld overeenkomstig artikel R.228 van het Waterwetboek, voor de klasse bepaald in bijlage I. D wordt uitgedrukt in N-NO<sub>3</sub>/ha.

In het tegenovergestelde geval wordt de gemeten potentieel uitspoelbare stikstof conform verklaard met de goede landbouwpraktijken nodig voor de bescherming van water tegen verontreiniging door nitraten uit agrarische bronnen.

## 2. Weideland

De potentieel uitspoelbare stikstof, gemeten in de percelen weideland, wordt conform verklaard met de goede landbouwpraktijken nodig voor de bescherming van water tegen verontreiniging door nitraten uit agrarische bronnen, als :

De waarde R van de potentieel uitspoelbare stikstof, gemeten in het perceel (kg N-NO<sub>3</sub>/ha), lager is dan of gelijk is aan A + D.

Waarbij :

A voor de datum waarop de monsterneming op het perceel plaatsvond, afgetrokken wordt van het centiel 75 van de waarnemingen van de survey landbouwoppervlaktes opgesteld overeenkomstig artikel R.228 van het Waterwetboek voor de weiden, uitgedrukt in kg N-NO<sub>3</sub>/ha;

D een waarde is die de onzekerheid vertegenwoordigt in verband met de potentieel uitspoelbare stikstof van een perceel en gelijk is aan 23,8 kg N-NO<sub>3</sub>/ha.

In het tegenovergestelde geval wordt de gemeten potentieel uitspoelbare stikstof conform verklaard met de goede landbouwpraktijken nodig voor de bescherming van water tegen verontreiniging door nitraten uit agrarische bronnen.

## 3. Raming van de verbetering

Het relatief verschil tegenover het jaargemiddelde van de waarnemingen van de survey landbouwoppervlaktes vastgesteld overeenkomstig artikel R.228 van het Waterwetboek voor de betrokken klasse wordt eveneens berekend volgens volgende formule :

Relatief verschil = [gemeten PUS (kg N-NO<sub>3</sub>/ha)- gemiddelde van de waarnemingen van de survey landbouwoppervlaktes voor de klasse en het betrokken jaar (kg N-NO<sub>3</sub>/ha)] / gemiddelde van de waarnemingen van de survey landbouwoppervlaktes voor de klasse en het betrokken jaar (kg N-NO<sub>3</sub>/ha)

De som van die relatieve verschillen voor alle percelen van een landbouwbedrijf en voor een gegeven jaar vormt een raming van de afwijking van de potentieel uitspoelbare stikstoffen van dat bedrijf ten opzichte van de goede landbouwpraktijken nodig voor de bescherming van water tegen de verontreiniging door nitraten uit agrarische bronnen.

De potentieel uitspoelbare stikstoffen van een niet conform landbouwbedrijf worden geacht erop vooruit te gaan als die afwijking vermindert tegenover een gegeven voorafgaand referentiejaar.